

# 13e Congrès de la LIT-QI

## Juillet 2018

### Tendances de la situation mondiale



#### Introduction

I-La crise économique de 2007-09 ouvre une onde descendente

II- Crise et instabilité dans l'ordre impérialiste mondial

III- La polarisation de la lutte des classes et la possibilité de nouvelles situations révolutionnaires

IV- Trump : l'instabilité au cœur de l'impérialisme

V- L'instabilité s'étend aux autres continents

VI- La démocratie bourgeoise : son importance, sa crise

VII- L'ancien et le nouveau réformisme

VIII- La montée des luttes contre les oppressions

IX- Une plus grande possibilité pour la construction de partis révolutionnaires

#### Introduction

Il y a actuellement une instabilité politique croissante dans le monde. La crise économique mondiale ouverte en 2007-09 n'est pas simplement une crise capitaliste en plus, car elle marque la rupture des grands équilibres mondiaux qui ont soutenu la période entamée dans les années 1980 et que nous appelons la « mondialisation ». La division mondiale du travail et l'équilibre dans le système des Etats sur lesquels cette période était fondée sont maintenant ouvertement remis en question.

La crise qui a débuté en 2007-2009 a ouvert une courbe économique à la baisse qui, en dehors de ses récupérations fragiles et faibles, ne peut être inversée sans que le capitalisme mondial ne rétablisse un nouvel équilibre. La crise provoque la rupture des vieux équilibres entre classes (et fractions de classes) et entre pays, accentuant les chocs et les affrontements pour voir qui portera le poids de la crise et comment l'hégémonie impérialiste mondiale sera reconfigurée. Tout cela mène à l'instabilité politique et la polarisation de la lutte de classes sur l'ensemble des continents.

Malgré l'inégalité entre les pays, les rythmes différents, les flux et reflux, il y a aujourd'hui une instabilité politique aux Etats-Unis et dans les pays centraux de l'Europe, ainsi qu'en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Ce n'est plus un processus limité aux pays semi-coloniaux et à quelques pays de la périphérie européenne.

Il y a une tendance à la polarisation de la lutte de classes, avec des affrontements plus intenses entre révolution et contre-révolution, sans aucun résultat prédéterminé.

Voilà l'explication des phénomènes nouveaux comme l'apparition du gouvernement Trump aux EE.UU., rapidement confronté à une montée des masses, les crises des gouvernements impérialistes européens, ainsi que les gouvernements de collaboration de classes et nationalistes en Amérique latine. Il y a la possibilité non seulement d'une montée des masses, mais aussi de situations et de crises révolutionnaires (tout comme de situations réactionnaire et contre-révolutionnaires) dans les pays impérialistes et semi-coloniaux. Cela rend plus évidente la crise de direction révolutionnaire, qui continue de jouer un rôle important et limite l'évolution des processus.

Cette polarisation conduit à des crises des partis réformistes (anciens et nouveaux). Elle ouvre également plus d'espaces pour des positions révolutionnaires, tout comme pour l'extrême droite. Il y a un processus de réorganisation croissant et complexe qui permet de nouveaux espaces politiques et syndicaux, comme nous n'en avons jamais eu.

Le défi posé à nos partis sera d'utiliser cette situation qui s'ouvre pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires solidement organisés dans l'avant-garde ouvrière.

Mais cela ne signifie pas que nous allons faire des progrès dans nos partis

partout. Ceci est une hypothèse. Cela peut arriver, mais les convulsions probables de la lutte de classe, avec des affrontements entre révolution et contre-révolution, apporteront plus d'opportunités, mais aussi plus de pression sur nos partis. Cela peut signifier plus de développements, ou plus de crises. Pour faire face à ces pressions, nous devons nous construire dans la classe ouvrière, renforcer les partis du point de vue de la théorie, développer la nécessaire agitation politique, surmonter le syndicalisme. Nous devons faire face à la tâche d'une dispute à mort, politique, programmatique et idéologique, avec le réformisme.

#### I - La crise économique de 2007-09 ouvre une onde descendente

1- L'économie capitaliste évolue à travers des cycles. Il y a des cycles courts, généralement de 5 à 7 ans, qui sont déterminés par des lois directement économiques (essentiellement l'évolution du taux de profit). Il y a aussi les cycles longs qui incorporent plusieurs cycles courts, que Trotsky appelait « courbes du développement capitaliste », qui ont une nature mondiale et n'ont pas de durée pré-déterminée ni l'automatisme économique des cycles courts. Ils sont déterminés par des facteurs extra-économiques liés à la lutte de classes (révolutions, guerres), à l'expansion (acquisition de nouveaux territoires) ou à l'évolution technologique, et ils sont associés à une division mondiale du travail déterminée et une configuration du système d'Etats.

2- Nous comprenons la situation économique mondiale actuelle dans le cadre d'une phase descendante d'un cycle long.

La phase ascendante a coïncidé avec la « mondialisation », débutant dans les années 1980 et 1990, avec les défaites de la montée révolutionnaire des années 1960-70 et avec la restauration capitaliste en Chine et, par la suite, en Europe de l'Est.

La restauration a incorporé au marché mondial des millions de travailleurs dans des conditions de main-d'œuvre semi-esclave à la disposition des grandes multinationales. Cela a permis une nouvelle division mondiale du travail, la « mondialisation », sous l'hégémonie du capital financier nord-américain. Il y a eu un saut qualitatif dans l'internalisation de la production, un nouveau cycle d'investissement qui a introduit la technologie de l'information dans la production, avec des plans d'austérité similaires dans le monde entier.

De cette façon est arrivée un nouvel équilibre dans l'ordre impérialiste et dans la division mondiale du travail, dans laquelle l'association EE.UU.-Chine joue un rôle très important.

3- L'administration Bush a réagi à la crise cyclique de 2000-2001 avec un endettement croissant, et une offensive mondiale – utilisant l'attaque contre les Twin Towers en 2001 – avec la « guerre contre le terrorisme ». Il y a eu des invasions en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), ainsi que la tentative de coup d'Etat militaire au Venezuela (2002). L'offensive de Bush a remporté quelques victoires partielles, mais elle a été sérieusement vaincue.

La défaite de cette offensive militaire et politique de Bush, et la chute de l'énorme bulle spéculative nord-américaine s'est exprimée dans la crise de 2007-09. Ce fut la plus grave depuis 1929 et elle a marqué le changement de phase ascendante vers descendante.

La crise a aiguisé la lutte de classes et mis en crise la « globalisation » et la division mondiale du travail inaugurée dans les années 1980. Nous avons devant nous une période prolongée de cette phase descendante, qui donne lieu à un déséquilibre dans l'ordre impérialiste et va s'exprimer en cycles courts avec des croissances fragiles et des crises fortes.

4- Pour que l'impérialisme reprenne un nouveau cycle ascendant, il doit imposer des défaites qualitatives au prolétariat pour recomposer son taux de profit. Mais il faut également une nouvelle division mondiale du travail, ainsi que de nouveaux secteurs productifs permettant de lancer un nouveau grand cycle d'investissements à l'échelle mondiale.

L'axe EE.UU.-Chine, qui était une des bases de la « mondialisation », fait désormais partie de la crise. La guerre commerciale et les autres mesures de Trump contre la Chine ont pour objectif ultime la semi-colonisation complète de cette dernière. De même, Trump questionne les alliances stratégiques qui ont soutenu la stabilité mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. Il ne veut pas d'une Europe allemande et préfère donc démembrement l'UE pour traiter bilatéralement avec chaque pays. Il rejette le multilatéralisme et remet en question la continuité même de l'Organisation mondiale du commerce en faveur des accords bilatéraux. En bref, il cherche à renouer avec l'hégémonie de l'impérialisme nord-américain et à établir une nouvelle division mondiale du travail à son profit.

L'impérialisme cherche les conditions pour une nouvelle phase ascendante, en transférant des sommes sans précédent des Etats vers les grandes entreprises et en imposant des plans d'austérité extrêmement durs dans une véritable guerre sociale contre les travailleurs.

Les mesures de Trump provoquent des déconvenues et des représailles de la part de ses homologues impérialistes et la Chine. On ne peut pas simplement attribuer tout cela aux « folies de Trump », bien que le président des EE.UU. incorpore cet élément personnel dans la scène. Mais il est un fait que la bourgeoisie aux Etats-Unis s'est divisée également par rapport aux mesures de Trump, ajoutant davantage de crise, dans le parti démocrates comme dans le républicain.

5- Toutefois, malgré tous ces plans, l'économie mondiale ne montre aucun signe de surmonter la crise ouverte en 2007-09.

Malgré le soutien sans précédent des Etats aux grandes entreprises et l'imposition de plans d'austérité très sévères, dans une véritable guerre sociale contre

les travailleurs, l'économie mondiale ne montre aucun signe de sortie de la crise de 2007-09. Il n'y a pas de reprise du taux de profit permettant une expansion qualitative des investissements et nous sommes loin d'une nouvelle division mondiale du travail. Cela détermine la continuité de la crise. Les Etats-Unis ont eu 0,5 % de croissance au premier trimestre de 2018 (2,3 % annuel). La zone euro a eu 0,4 % au premier trimestre 2018 (2,2 % annuel). Le Japon a eu -0,1 % au premier trimestre 2018 (1,1 % annuel).

Selon Michael Roberts, le taux de profit des 500 plus grandes sociétés américaines a reculé au dernier trimestre de 2017 (-0,1%), suivi par un autre recul au premier trimestre de 2018 (-0,6%). Ces données font référence aux taux de profit avant impôt et sont masquées par les réductions d'impôt déterminées par Trump. C'est un indicateur important du fait que nous pouvons être dans le balancement d'un pic de croissance dans l'économie impérialiste vers une chute, signalant la possibilité d'un processus récessif pour 2019 ou 2020.

Une grande partie du capital investi par les Etats dans les opérations de renflouement des banques n'a pas atteint la production. Il visait à sauver les banques elles-mêmes et à réalimenter les gigantesques bulles financières, qui sont aujourd'hui encore plus importantes que celles de 2007-09.

Quand une nouvelle récession mondiale se produira-t-elle ? Nous ne le savons pas. L'hypothèse que nous soyons sur un pic de croissance avec perspective de chute est ouverte, Mais ce n'est qu'une hypothèse. Il faut accompagner la réalité.

6 - Il y a d'énormes bulles financières, plus importantes que celles de 2007-09, atteignant déjà 237 000 milliards de dollars, plus que 3 fois le PIB mondial. Il y a une fuite des capitaux des pays émergents, traduisant un transfert de capitaux spéculatifs vers les bons de Trésor des EE.UU., non seulement par la hausse des taux d'intérêt étasuniens, mais aussi par les signes d'une détérioration de la situation économique mondiale. Certains pays sont davantage sous tension avec cette réalité, comme l'Argentine, la Turquie et l'Afrique du Sud, où des crises majeures existent déjà, avec des dévaluations importantes de leurs monnaies et des problèmes croissants

de leurs dettes. Le Brésil, même si ses réserves de change sont beaucoup plus élevées que celles des autres, peut se trouver dans les prochains chapitres de cette crise.

Ces crises financières ont un rapport avec la base de l'économie, qui peut exploser lorsqu'une baisse du taux de profit se produit et que l'économie ralentit. Ensuite, toute cette montagne financière peut s'effondrer, aggravant la crise.

7- La crise conduit à une tendance à diviser la bourgeoisie, une tendance qui s'est beaucoup aggravée. Une guerre commerciale a maintenant commencé, avec l'application par les États-Unis de taux plus élevés à la Chine et à l'Union européenne. Cela remet déjà en question tous les accords qui ont soutenu la stabilité économique mondiale depuis l'après-guerre de la Seconde Guerre mondiale, comme l'Organisation mondiale du commerce.

Les mesures de Trump génèrent le mécontentement et les représailles de ses partenaires impérialistes. On ne peut pas simplement attribuer cela aux « folies de Trump », bien que le président américain intègre cet élément dans la scène. Mais il est un fait que la bourgeoisie aux États-Unis est également partagée sur ces mesures de Trump, ajoutant davantage de crise, tant dans le parti démocrates que dans le républicain.

8- La Chine a présenté une croissance de 6,8 % en 2017, bien plus faible que la moyenne des derniers 20 ans, et il faut s'attendre à une croissance similaire en 2018. Elle agit toujours comme un moteur auxiliaire de l'économie mondiale, même étant touchée par les mesures protectionnistes de Trump.

L'Etat chinois a réussi à repousser sa première grande crise de récession post-restauration, basée sur des investissements publics massifs et l'endettement des entreprises.

Le degré d'endettement de l'économie chinoise est énorme, jusqu'à 250 % du PIB, avec d'énormes bulles financières dans les principaux secteurs de l'économie.

9- Il y a une destruction environnementale très forte causée par le capitalisme. L'abandon de l'Accord de Paris par Trump mène à discuter ce très grave problème avec ses conséquences sociales et économiques. Bien sûr, l'Accord

de Paris est un bricolage limité. Les engagements pris par les gouvernements (y compris Obama) n'ont même pas atteint un objectif minimum. La rupture de Trump ne fait que mettre en lumière la catastrophe environnementale causée par le capitalisme dans son ensemble.

10- La bourgeoisie est en train de mener une véritable guerre sociale contre les travailleurs, avec des plans d'austérité de plus en plus durs.

C'est la réalité dans pratiquement tous les pays. Seuls les partis dans les gouvernements bourgeois varient. Ils peuvent être des partis de la droite classique, nationalistes bourgeois, réformistes (comme le PT ou la social-démocratie) ou certains des nouveaux réformistes (comme Syriza). Les plans d'attaque sont essentiellement les mêmes.

11- Actuellement, les limites politiques pour la reprise économique impérialiste commencent à s'exprimer avec plus de poids. Il commence à exister davantage de divisions dans la bourgeoisie sur les plans économiques, comme cela se manifeste avec Trump.

Un résultat de cette vague descendante de l'économie mondiale est la perte de perspective d'ascension sociale des travailleurs, qui constituait un élément fondamental de la stabilité politique de la démocratie bourgeoise. Les jeunes d'aujourd'hui ont un avenir beaucoup plus incertain et une perspective de vie avec un niveau beaucoup plus bas que celui de la génération de leurs parents.

Le prolétariat industriel commence à entrer en scène avec des mobilisations et même des grèves générales dans différents pays. Les secteurs salariés non industriels se mobilisent également et se divisent politiquement à gauche et à droite.

D'autre part, les divisions au sein de la bourgeoisie dans chaque pays augmentent et il n'y a déjà plus de consensus autour des plans néolibéraux du passé, comme cela se manifeste dans des pays impérialistes tels que les États-Unis, l'Italie, l'Angleterre et de nombreux autres pays, semi-coloniaux.

En conséquence, il y a une polarisation croissante de la lutte de classes et une déstabilisation croissante de pays.

## II- Crise et instabilité dans l'ordre impérialiste mondial

12- L'ordre mondial impérialiste est un système d'États marqué par une forte hiérarchie, qui comprend la division fondamentale du monde entre les puissances impérialistes et les pays dominés.

C'est un système rigide, avec des modifications lentes pour refléter la superstructure des pays.

13- Nous croyons que la mondialisation a réaffirmé et élargi les caractéristiques de l'impérialisme définies par Lénine.

La concentration et la centralisation de la production ont fait un bond avec l'ouverture des frontières nationales par les plans néolibéraux. Aujourd'hui, le degré de centralisation de l'économie internationale est similaire au degré qui définissait une situation des oligopoles à l'échelle nationale il y a trente ans.

L'émergence du capital financier par la fusion du capital bancaire avec le capital industriel – une autre caractéristique de l'impérialisme selon Lénine – a également fait un bond. Aujourd'hui, le capital financier renforce sa prédominance sur le capitalisme dans son ensemble, ouvre complètement les frontières nationales et acquiert des caractéristiques brutales spéculatives et parasitaires. Les banques d'investissement et fonds financiers qui contrôlent les grandes entreprises dans le monde entier symbolisent cette prédominance. Tous les plans après la crise de 2007-2009 sont axés sur la sauvegarde du capital financier.

L'exportation de capitaux, une autre caractéristique de l'impérialisme, a également fait un bond avec l'ouverture des frontières nationales, qui toutefois se maintiennent fermées pour la main d'œuvre, pour les travailleurs. L'internationalisation de la production a progressé de façon qualitative, permettant aux grandes multinationales de délocaliser leur production là où elles réaliseraient plus de profits et de produire des parties de leurs produits dans différents pays.

La division du monde entre oligopoles et pays impérialistes a également progressé, avec la restauration du capitalisme dans les anciens États ouvriers et la semi-colonisation des pays anciennement impérialistes tels que la Grèce et le Portugal. Les blocs régionaux sont

l'une des formes les plus explicites de cette division du monde.

Ainsi, l'ordre impérialiste mondial présente les caractéristiques de l'impérialisme décrites par Lénine, mais maintenant beaucoup plus hypertrophiées et parasitaires.

14- Le saut dans l'internationalisation de la production n'a pas donné lieu à un « superimpérialisme ». Les grandes entreprises multinationales n'ont pas dépassé les Etats nationaux. Au contraire, chacun d'eux a une base nationale et utilise cet Etat plus que jamais pour préserver ses intérêts.

15- L'hégémonie mondiale entre les Etats est passée de l'Angleterre aux Etats-Unis entre la Première et la Seconde Guerre mondiale.

L'ordre impérialiste s'exprime dans les institutions internationales, à la fois les politiques, comme l'ONU, les économiques, comme le FMI et la Banque mondiale, et les militaires, comme l'OTAN.

L'une de ses expressions financières est le rôle du dollar, une monnaie mondiale, acceptée internationalement comme expression de valeur.

16- Après la Seconde Guerre mondiale, l'ordre impérialiste s'est appuyé sur l'accord de Yalta et de Potsdam entre l'impérialisme nord-américain et la bureaucratie soviétique. Grâce à ces accords, les partis communistes subordonnés au Kremlin ont sauvé le capitalisme en Europe dans la période d'après-guerre et ont permis sa remontée mondiale.

Conformément à son rôle depuis les années 20 et 30, l'appareil mondial stalinien était fondamental pour éviter les victoires de la révolution dans le monde entier, même dans des situations où les forces armées bourgeoises avaient déjà été vaincues comme au Nicaragua, en Angola et au Mozambique.

17- La fin de l'appareil mondial stalinien avec la restauration du capitalisme et les révolutions qui ont fait tomber les régimes à l'Est, ont conduit à un double changement dans cet ordre.

La restauration du capitalisme, d'abord en Chine et plus tard dans l'Est, a permis la mondialisation de l'économie et une très forte offensive du capital.

D'autre part, l'absence de l'appareil stalinien mondial a supprimé le principal soutien de la domination bourgeoise dans le mouvement de masse, générant une instabilité croissante. A partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990, un processus révolutionnaire est ouvert qui a fait tomber les régimes dictatoriaux de l'Est et a marqué la chute de l'appareil stalinien, principal obstacle à la lutte du mouvement ouvrier dans le monde. Ce processus a été décisif pour la période ouverte.

L'impérialisme qui avait proclamé son triomphe définitif avec la chute du mur de Berlin, et avançait dans la mondialisation, a de nouveau été confronté après quelques années à la réponse du mouvement de masses. Les années 2000 ont commencé sous le signe de la crise du néolibéralisme, avec des processus révolutionnaires en Equateur, en Argentine, en Bolivie, ainsi qu'avec la 2e Intifada.

Dans chacune des crises politiques actuelles, on peut observer à quel point il lui manque à l'impérialisme les partis réformistes ayant des racines solides dans les masses et l'autorité syndicale et politique pour contenir le mouvement.

Les partis staliniens n'ont pas disparu. Mais ils ont perdu l'appareil mondial des Etats ouvriers bureaucratiques, et dans la plupart des pays, ils ont perdu beaucoup de leur force.

18- Il y a ce que Trotsky appelait dans la décennie de 1920 une « rupture d'équilibre » dans l'ordre impérialiste mondial, ce qui donne lieu à des crises et une instabilité croissante.

Nous croyons que cela est dû à cinq causes :

- La crise économique mondiale, qui vient depuis 2007-09 ;
- L'offensive brutale de l'impérialisme sur le prolétariat et sur les pays semi-coloniaux ;
- La croissante division de la bourgeoisie ;
- L'absence de l'appareil stalinien mondial ;
- Les luttes des masses contre l'offensive impérialiste.

19- Il y a un processus brutal de recolonisation mondiale, qui concentre dans un nombre de pays de plus en plus réduit la domination impérialiste à l'échelle mondiale.

La recolonisation a réduit en semi-colonies des pays qui ont accédé à l'indépendance au 20e siècle, comme l'Algérie. Il en va de même dans la plupart des anciens Etats ouvriers où non seulement le capitalisme a été restauré, mais qui ont aussi été réduits à des semi-colonies, comme toute l'Europe de l'Est. Des pays autrefois impérialistes, comme la Grèce et le Portugal, ont en fait rétrogradés à un statut semi-colonial.

La polarisation s'exprime également sur ce terrain : un nombre de pays impérialistes de plus en plus petit exploitent et oppriment la majorité.

20- Tous les problèmes de l'oppression nationale s'aggravent, de la Catalogne dans le monde impérialiste au Cachemire et au Kurdistan, de l'Europe de l'Est à l'Orient. D'autres conflits nationaux, tels que ceux en Ecosse et en Irlande, émergent plus fortement. La « mondialisation » capitaliste aggrave les problèmes nationaux, au lieu de les résoudre naturellement.

21- La globalisation de l'économie approfondit l'interrelation entre les pays avec des caractéristiques économiques, sociales et culturelles très différentes, sous le contrôle plus strict de l'impérialisme.

Cela réaffirme le théorie-programme de la révolution permanente et la méthode du Programme de Transition, ordonnant entre elles les tâches nationales, démocratiques et socialistes.

22- L'internationalisation de la production pose naturellement aux travailleurs la nécessité de mettre en relation internationalement leurs luttes contre les employeurs multinationaux. Ici l'internationalisme est mis à jour.

23- Les contradictions et les frictions inter-impérialistes augmentent. Il y a une menace pour l'Union européenne, à partir du Brexit, qui peut s'étendre à d'autres pays d'Europe, en raison des crises économiques et politiques qui s'aggravent.

L'axe traditionnel entre l'Allemagne et les Etats-Unis, qui était fondamental pour la stabilité inter-impérialiste, est remis en question par l'émergence de Trump. Sa sortie de l'Accord de Paris sur le climat ne fait que rendre cette réalité explicite. Les relations entre Trump

et Poutine et leur soutien au Brexit aggravent ce scénario.

24- Les deux plus grands anciens Etats Ouvriers – la Chine et la Russie – sont aujourd'hui des sous-métropoles spéciales, pour leur importance économique et politique, avec leur situation particulière dans la division du travail impérialiste mondiale. C'est-à-dire, ce sont des sous-métropoles, mais des sous-métropoles spéciales en raison de leur importance pour l'ordre impérialiste mondial.

Ces pays ont une situation subordonnée dans l'ordre impérialiste, contrairement à ce que disent ceux qui les voient comme de « nouveaux impérialismes ».

Cependant, même comme sous-métropole, ils ont aussi un rôle d'oppression et d'exploitation des pays semi-coloniaux, en particulier dans leur voisinage, par leur poids économique et politique particulier

En outre, les nouvelles bourgeoisies de ces Etats ont des frictions et des confrontations spécifiques avec les pays impérialistes.

Nous sommes arrivés provisoirement à cette catégorie de « sous-métropoles spéciales » pour désigner ce phénomène contradictoire et inédit de l'insertion dans l'ordre impérialiste de grands Etats ouvriers où le capitalisme a été restauré. Mais nous devons étudier davantage la situation de ces États pour en comprendre la complexité et la dynamique.

25- La Russie a connu un énorme déclin industriel et retrouve sa place dans la division mondiale impérialiste du travail en tant que semi-colonie productrice de matières premières (pétrole et gaz), complètement dépendante des capitaux étrangers.

Elle est toutefois encore une puissance militaire, bien que très dégradée. La nouvelle bourgeoisie russe a des ambitions politiques et militaires, comme en Ukraine et en Syrie. A partir du rappel à l'ordre impérialiste et grâce à son alliance avec Trump, elle est à la recherche d'élargir sa participation comme un allié de l'impérialisme dans le maintien de l'ordre mondial.

26- La Chine est une autre sous-métropole très spéciale. En trente ans, elle est devenue la deuxième économie et « l'usine du monde », avec toutes les grandes multinationales impérialistes

déployées là pour tirer partie des bas salaires et le soutien de l'État pour exporter partout dans le monde et occuper l'immense marché chinois.

En outre, en occupant le pays le plus peuplé au monde en pleine urbanisation, les grandes entreprises chinoises se renforcent également face au marché mondial en exportant des produits de faible et moyenne technologie. D'un autre côté, l'importation massive de matières premières rend la Chine déterminante sur de nombreux marchés de celles-ci.

La bourgeoisie chinoise, fusionnée avec la bureaucratie d'État, investit des capitaux à l'étranger, en particulier dans les infrastructures en Asie et en Afrique et dans le secteur des mines et de l'énergie. Elle a toutefois des difficultés pratiquement insurmontables pour acquérir des entreprises de haute technologie en raison du veto généralisé des gouvernements impérialistes. Cette exportation de capitaux, qui génère une relation odieuse d'oppression et d'exploitation dans les pays voisins, ne rend pas en soi la Chine impérialiste.

Par son importance économique, la croissance rapide de la Chine et de ses entreprises mène dans l'actuelle période descendante de l'économie mondiale à un élément de crise dans l'ordre impérialiste et la division mondiale du travail. La Chine fait actuellement pression pour changer son statut dans l'ordre mondial, sans toutefois avoir les conditions technologiques et financières pour monter au club impérialiste. Cela ajoute une instabilité de plus au système des Etats, tel qu'exprimé au début de la guerre commerciale actuelle.

27- L'hégémonie nord-américaine reste incontestable. La capitale financière nord-américaine continue à donner le la au monde, ainsi que ses sociétés de technologie. Le dollar est toujours la monnaie mondiale.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui la seule superpuissance militaire nucléaire au monde. Ses bases militaires continuent d'être le principal soutien de la contre-révolution internationale. Cela éloigne toute possibilité d'une troisième guerre mondiale. Cependant, l'augmentation des tensions et des crises interbourgeoises dues à la crise économique peut conduire à des guerres régionales.

Même en maintenant son hégémonie, il est indéniable qu'il y a un déclin

relatif de l'impérialisme américain. Il y a un net recul dans son hégémonie industrielle et commerciale, que Trump veut invertir pour restaurer son hégémonie, en réaffirmant sa prédominance indiscutable parmi ses partenaires impérialistes et en soumettant complètement la Chine

En outre, les Etats-Unis dépendent d'un flux de capitaux mondial ininterrompu pour maintenir leur économie, d'environ 1,5 milliard de dollars par jour. La plus-value de tout le monde est drainée pour que les Etats-Unis continuent à fonctionner. Ceci exprime brutalement ce caractère de plus en plus parasitaire et rentier.

Aucun autre concurrent n'est apparu pour menacer l'hégémonie américaine. Le déclin est de l'ensemble, sans alternative d'hégémonie par un autre pays impérialiste.

### **III- La polarisation de la lutte de classes et la possibilité de nouvelles situations révolutionnaires**

28- Il y a une tendance à la polarisation de la lutte des classes, qui se manifeste de façon inégale d'un pays à l'autre, provoquée par les attaques brutales de la bourgeoisie et la réaction du mouvement de masse. Cela n'a rien à voir avec l'analyse réformiste d'une supposée « vague conservatrice ». Il n'y a pas seulement l'offensive bourgeoise, mais aussi une polarisation entre la révolution et la contre-révolution d'une manière plus dure et plus violente. Il n'y a pas de stabilisation réactionnaire des processus par la victoire de la « vague conservatrice ». Au contraire, il y a de plus en plus d'instabilité et de confrontations.

29- Il y a une similitude de la situation actuelle avec celle des années 1960-70, la dernière vague descendante de l'économie capitaliste. En cette période, il y a eu de grandes convulsions de la lutte de classes, avec des processus révolutionnaires dans diverses régions du monde, ainsi que des coups d'Etat militaires contre-révolutionnaires. Les montées comprenaient le Mai-68 en France, la Révolution portugaise de 1974-75, la victoire de la révolution vietnamienne en 1974. Dans cette période, Il y eut aussi des montées très importantes telles que des grèves ouvrières dans l'État espagnol, ainsi que le mouvement

anti-guerre aux EE.UU. L'existence de processus révolutionnaires ne signifie pas que des révolutions victorieuses se produiront. Il peut y avoir des revers et des défaites dans toutes ces situations. La crise de direction révolutionnaire opère de manière décisive dans la direction et la résolution de ces crises.

#### **IV-Trump : l'instabilité au cœur de l'impérialisme**

30- L'instabilité commence au cœur de l'impérialisme. Trump est un gouvernement d'extrême droite avec des caractéristiques autoritaires, ce qui est en contradiction avec la relation de forces entre les classes et le régime démocratique bourgeois lui-même aux États-Unis.

Il exprime la division de la bourgeoisie impérialiste américaine, due à des différences face à la mondialisation et autour d'une nouvelle matrice énergétique.

Le secteur bourgeois représenté par Trump (construction civile, pétrole, armes) défend un retour à la production centré sur les États-Unis, à l'opposé de l'une des caractéristiques centrales de la mondialisation qu'est la production mondialisée. En plus de cela, Trump défend la matrice énergétique traditionnelle du pétrole et du gaz. C'est pourquoi il a repoussé les timides mesures de protection de l'environnement d'Obama et a abandonné l'accord sur la protection du climat à Paris.

La majorité de la bourgeoisie nord-américaine est orientée vers le maintien de la production internationalisée, parce que cela permet d'exploiter une main-d'œuvre moins chère et d'occuper plus facilement les espaces économiques internationaux. D'autre part, cette bourgeoisie réalise déjà des investissements dans de nouvelles matrices énergétiques, comme celles utilisées dans les voitures électriques et les panneaux solaires pour les maisons.

31- Trump cherche consciemment à diviser le prolétariat au moyen d'un discours xénophobe, raciste et machiste.

En fait, son objectif est de diviser et d'imposer une défaite plus violente à tous les travailleurs avec des initiatives dans les États, telles que le « droit au travail », une attaque très dure contre les syndicats. Il s'agit de l'utilisation consciente de l'oppression pour diviser les travailleurs au service d'un projet d'extrême droite.

32- L'élection de Trump fut le produit de la crise du régime démocratique bourgeois, avec le désenchantement d'un large secteur de travailleurs par rapport aux effets de la mondialisation, en raison des attaques sur leur niveau de vie. Trump a été élu parce qu'il était considéré comme « hors du système » à cause du profond désenchantement par rapport aux deux grands partis bourgeois (républicain et démocrate).

Maintenant au gouvernement, Trump provoque une énorme polarisation sociale et politique et approfondit la crise du régime. Il a été reçu avec une mobilisation gigantesque et sans précédent de trois millions de personnes un jour après son investiture.

33- Les groupes fascistes, encouragés par le gouvernement, ont tenté de sortir à la lumière du jour à Charlottesville et à Berkeley.

La réaction du mouvement de masse, organisé sur un front uni, a imposé une défaite aux fascistes, empêchant temporairement leurs manifestations. En parlant de groupes fascistes, nous tenons à les différencier de la droite et même de l'ultra-droite électorale. Les fascistes sont des secteurs qui se préparent et agissent avec des perspectives, y compris militaires, de détruire le mouvement ouvrier et ses organisations.

C'est l'une des expressions de la polarisation croissante dans le pays. Il est probable que ce type d'action se reproduira, aux États-Unis et dans d'autres pays.

34- Le gouvernement subit d'importantes défaites partielles, par exemple dans le domaine de la santé et de la nomination des ministres. Il a dû encaisser la rupture avec son ancien conseiller Steve Bannon. Il a contre lui la majorité de la presse, la bourgeoisie et les masses nord-américaines. Il ne contrôle pas complètement les services de renseignement du pays, qui sont parfois utilisés contre lui. Dernièrement, il a eu quelques victoires comme l'approbation du budget au congrès, avec des réductions d'impôt pour les milliardaires, et l'approbation de la dernière version du décret sur l'immigration par la Cour suprême. Il cherche aussi un plus ample soutien dans l'opinion publique des EE.UU. avec les mesures protectionnistes contre la Chine.

Il y a un début de montée aux États-Unis, encore sans l'incorporation de la classe ouvrière. Les grèves des enseignants de West-Virginia, puis de Kentucky, Arizona, Carolina Norte, peuvent annoncer cette montée.

Apparemment, il y a également un début de processus de réorganisation syndicale et politique du mouvement de masses. Le principal obstacle reste la crise de direction révolutionnaire.

Trump peut ne pas être en mesure de terminer son mandat. Etant en minorité dans la bourgeoisie et dans le mouvement de masses, il pourrait finir par être renversé, par exemple par un impeachment.

Toutefois, la politique du Parti démocrate est de freiner les luttes, pour maintenir Trump au gouvernement, préserver le régime et canaliser tout vers les élections. Jusqu'à présent, il a du succès, comme un obstacle dans les mobilisations contre le gouvernement et avec la large victoire des démocrates aux élections partielles de novembre 2017.

35- L'impérialisme continue à avoir comme politique prioritaire à l'échelle internationale la réaction démocratique. Mais on ne peut pas nier qu'il existe une utilisation croissante du bonapartisme, de mesures autoritaires.

Jusqu'à présent, le Venezuela, par exemple, est orienté par la réaction démocratique, par la pression sur le gouvernement Maduro pour négocier. Les menaces d'« invasion » ne sont que des menaces, elles ne sont même pas vraiment prises en considération. Au Mexique, l'impérialisme a misé sur la réaction démocratique avec l'élection de Lopes Obrador.

Cependant, dans le cas du Honduras, le gouvernement des États-Unis a soutenu la fraude électorale, provoquant un soulèvement trahi par la direction bourgeoise.

C'est un fait que Trump compte sur des fiefs bonapartistes à l'échelle internationale, comme Israël (avec l'approbation de Jérusalem comme capitale de l'Etat sioniste), l'Arabie saoudite et Poutine.

36- Le gouvernement Trump provoque des divisions dans la bourgeoisie impérialiste et des crises majeures dans l'ordre mondial. Il tente de revitaliser l'hégémonie nord-américaine en utilisant sa supériorité financière, technologique et militaire.



Cela provoque des crises et des coups d'Etat. Par exemple, l'axe USA-Allemagne-Angleterre s'est affaibli avec le soutien de Trump au Brexit et son alliance avec Poutine. Cela affaiblit l'unité impérialiste qui existait autour des plans néolibéraux.

## V- L'instabilité s'étend à d'autres continents

37- Il y a une déstabilisation du continent européen. Il y a évidemment toujours des inégalités. L'Allemagne reste stable, mais il y a une déstabilisation politique de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Espagne, des pays centraux de l'Europe, ainsi que des pays de l'Europe de l'Est.

La grande crise politique avec la Catalogne a déstabilisé l'Espagne et a eu des conséquences dans toute l'Europe, montrant le vrai visage bonapartiste de l'Union européenne, qui a soutenu la répression.

Le gouvernement Macron, qui a tiré profit de l'érosion de la droite traditionnelle et du PS, a dû faire face aux masses pour approuver son plan d'austérité et a eu une forte baisse de popularité en moins d'une année de gouvernement. En Italie, le nouveau gouvernement de droite, arrivé au pouvoir en critiquant l'Union européenne, applique désormais des plans néolibéraux similaires. Le gouvernement de May en Angleterre fait face à une crise croissante avec les négociations sur le Brexit, tandis que le réformiste Corbyn avance comme alternative électorale.

Le gouvernement du « geringonça » (bidule) du PS au Portugal, soutenu par le Bloc de gauche et le PC, est la nouvelle référence internationale du réformisme pour appliquer une approche plus souple des plans de l'Union européenne. Mais il doit maintenant durcir ses plans de réforme, provoquant plus de crises dans sa base.

Il y a la possibilité de la reprise d'une montée importante sur le continent. Il ne s'agit plus seulement de la crise en Grèce et au Portugal, mais de son extension au continent, quoiqu'avec des inégalités.

(Voir l'annexe sur l'Europe.)

38- Il y a aussi une instabilité croissante, mais avec des inégalités énormes, en Amérique latine. La crise au Brésil, en Argentine, au Paraguay, au Mexique, au Venezuela, en Honduras et au Nicaragua

donne le ton général du continent où, de manière globale, nous vivons une situation pré-révolutionnaire.

Le gouvernement Macri est confronté à une crise économique de plus en plus grave, à une usure politique croissante et à une montée majeure comprenant trois grèves générales, les grandes luttes radicalisées contre la réforme des retraites et la grande mobilisation pour le droit à l'avortement. Mais l'opposition bourgeoise péroniste mise sur les élections de 2019, tout comme d'autres secteurs bourgeois et même la gauche « trotskiste » comme le FIT.

Le gouvernement Temer a aujourd'hui des taux de soutien plus bas que Dilma au pire moment, et il a fait face à la plus grande grève générale de l'histoire du pays et à la grève des camionneurs. S'il ne s'effondre pas, c'est uniquement grâce à l'immobilité de la CUT et du PT, qui veulent tout orienter vers les élections de 2018.

Au Mexique, la montée après le grand combat pour l'essence [le gazolinazo] en 2017 s'est arrêtée et la crise du gouvernement Peña Neto a été canalisée vers l'élection de Lopes Obrador. La situation de ces trois gouvernements de la droite classique - Macri, Temer et Pena Neto - démontre la fausseté de l'idéologie de la « vague réactionnaire » assumée par le réformisme et une grande partie du centrisme en Amérique latine. C'est le réformisme du PT, de Morena (au Mexique) et du Kirchnerisme qui aide à préserver le régime et ces gouvernements jusqu'aux prochaines élections.

Le Venezuela est au bord d'une explosion populaire, avec le coup d'Etat (déguisé en « Constituante ») mené par Maduro pour éviter sa défaite électorale. Le degré d'insatisfaction des masses est brutal avec la dépression et l'hyperinflation que connaît le pays. En dépit du fraude, il y eut 80 % d'abstention dans les dernières élections. L'opposition bourgeoise du MUD a accepté de participer à des élections ultra restrictives et a fini par subir une usure considérable. Il peut y avoir maintenant une nouvelle montée, avec des grèves encore isolées.

En Honduras, un putsch bonapartiste visant à imposer la fraude électorale pour la réélection de Juan Orlando Hernández a provoqué un soulèvement insurrectionnel populaire qui a divisé les forces répressives et ouvert la possibilité de vaincre le gouvernement. C'est

l'expression de la polarisation en cours dans la lutte de classes : la trahison de l'opposition bourgeoise a conduit à la défaite (au moins temporaire) du mouvement.

Au Nicaragua, un soulèvement populaire a commencé avec la tentative du gouvernement Ortega d'appliquer une réforme de l'assistance sociale. Le mouvement a été réprimé et a évolué ensuite vers une lutte généralisée pour le renversement d'Ortega. La réaction brutale du gouvernement, soutenue par la répression de la police et des groupes paramilitaires, met le pays au bord de la guerre civile. La crise nicaraguayenne est le fléau le plus visible de la décadence du castro-chavisme en Amérique latine. Le soutien d'une partie importante du réformisme mondial (tels que le PT, les PC, le gouvernement cubain et d'autres) à Ortega est une source permanente de crise pour ces secteurs.

En Bolivie, le gouvernement d'Evo Morales traverse une crise, sa popularité passant de 70% à 30% avec une dynamique similaire à celle des autres gouvernements latino-américains de front populaire. Mais il y a une différence significative dans le cas bolivien, parce qu'il y a eu un changement dans l'économie, qui a cessé d'être centrée uniquement sur les exportations de cuivre, en faveur de la production pétrolière et gazière, avec une croissance économique d'environ 4% en 2018. Cela laisse un peu d'air au gouvernement d'Evo, qui maintient toujours une base de soutien populaire importante et peut être réélu en 2019.

(Voir l'annexe sur l'Amérique latine.)

39- Au Moyen-Orient, il y a un recul dans les processus révolutionnaires en Syrie et en Égypte. Nous ne sommes plus dans la situation de 2011, caractérisée par l'offensive des masses.

La situation actuelle est marquée par une contre-offensive de l'impérialisme et des bourgeoisies locales, qui a conduit à des défaites et à des impasses. Les processus révolutionnaires qui se sont produits n'ont même pas réussi à vaincre les dictatures et à imposer des démocraties bourgeoises, à l'exception de la Tunisie, où toutefois la situation de misère des masses reste la même.

Mais la guerre civile au Yémen continue, les Kurdes ont eu des victoires partielles et affrontent les bourgeoisies de quatre pays clés. La classe ouvrière

iranienne se mobilise contre la dictature théocratique, les Tunisiens continuent leur lutte et les Palestiniens leur résistance.

En résumé, l'impérialisme ne parvient pas à stabiliser la région, qui reste extrêmement instable. Maintenant, avec la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, la possibilité d'une nouvelle Intifada est à l'ordre du jour.

(Voir l'annexe sur le Moyen-Orient.)

40- Apparemment, nous voyons en Afrique australe (la partie sud du continent) le début d'un processus de crises économiques et politiques qui peuvent secouer ces pays. C'est une région où il y a eu de grandes victoires contre le colonialisme à la fin du 20e siècle. Ces victoires ont porté au pouvoir des mouvements bourgeois nationalistes et petits bourgeois, qui, à travers le pouvoir, ont créé de nouvelles bourgeoisies noires.

Aujourd'hui, la continuité de la crise économique conduit à des crises politiques, dans le cadre de régimes généralement bonapartistes. Cela inclut des divisions de la bourgeoisie noire avec des crises et des coups d'Etat, comme au Zimbabwe. La division de la bourgeoisie se produit également en Angola, avec le nouveau gouvernement de José Lourenço, attaquant le contrôle de l'appareil d'Etat par l'ancien dictateur José Eduardo.

En Afrique du Sud, la chute du gouvernement Zuma, confronté à de fortes mobilisations à la base, indique un défi important pour l'ANC. Le nouveau gouvernement de Cyril Ramaphosa a déjà fait face à une grève générale. Il y a une rupture majeure avec le Cosatu (la centrale syndicale officielle), à partir du NUMSA (le syndicat des métallos) et une nouvelle centrale syndicale, qui est en train de lancer un nouveau parti de travailleurs contre le gouvernement.

41- La polarisation de la lutte de classes conduit à la possibilité que l'avant-garde et des secteurs de masses cherchent à s'orienter vers des alternatives différentes des traditionnelles au sein du régime démocratique bourgeois, à gauche comme à droite.

42- Cela peut générer plus d'opportunités pour la construction d'organisations révolutionnaires, ce qui est fondamental pour nous. La fin des années

1960 et les années 1970 furent des années d'expansion des partis trotskystes (la LSR en France en mai 68, le SWP aux Etats-Unis dans la lutte contre la guerre au Vietnam).

Pour notre courant, il y a eu des années d'expansion comme la croissance du PST argentin avant la dictature, la création de la CS au Brésil, le PST en Colombie, ainsi que de nouveaux groupes en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Costa Rica et au Panama.

Cependant, comme nous l'avons dit, les convulsions de la lutte de classe entraînent de plus grandes confrontations entre révolution et contre-révolution et une plus grande pression sur les partis révolutionnaires. Cela peut conduire à plus d'opportunités, mais aussi à plus de crises si l'on ne répond pas correctement à ces pressions.

## VI- La force et la crise de la démocratie bourgeoise

43- Ce que nous appelons la réaction démocratique a été dans les dernières décennies la principale arme de l'impérialisme pour freiner et vaincre les montées révolutionnaires dans la plus grande partie du monde.

Cette politique combine :

- La canalisation des processus révolutionnaires vers l'impasse des élections. Elle s'appuie sur l'illusion des masses de pouvoir changer la situation du pays par le vote. Ce fut ainsi qu'elle est parvenue à vaincre les révolutions au Portugal (1974-75) et en Amérique centrale (1979), ainsi que les processus révolutionnaires qui ont fait tomber les dictatures staliniennes en Europe de l'Est dans les années 1990. Ce fut aussi le cas avec les révolutions du début du 21e siècle en Equateur, en Bolivie et en Argentine.
- Les « accords de paix » avec des dirigeants bourgeois et réformistes, tels que Contadora (1983) et Esquipulas (1987) qui ont défilé le processus révolutionnaire en Amérique centrale ; l'accord d'Oslo (1993) pour la Palestine ; l'accord de paix du gouvernement avec les FARC en Colombie.

A un autre niveau, il y a des accords entre États, comme la situation avec l'Iran et le récent accord Obama-Castro.

44- La réaction démocratique est apparue dans le gouvernement Carter

(1977) après la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam. La bourgeoisie a appris qu'il valait mieux vaincre le mouvement par des accords avec les dirigeants réformistes et bourgeois du mouvement, reconnaissant que le fait de vaincre le mouvement en utilisant prioritairement la répression et les coups d'Etat militaires pouvait générer des explosions sociales.

Avant cette politique, l'impérialisme nord-américain utilisait les coups d'Etat militaires en Amérique latine - une zone de domination directe - comme politique prioritaire. Ce fut le cas au Guatemala (1954), au Paraguay (1954), en République dominicaine (1963), au Brésil (1964), en Bolivie (1971), en Uruguay (1973), au Chili (1973), en Argentine (1976), entre autres.

Depuis lors, en Amérique latine même, nous avons déjà quarante ans de victoires de l'impérialisme via la réaction démocratique. Avec la démocratie bourgeoise, l'impérialisme a réussi à imposer des plans néolibéraux à travers le continent. Avec la réaction démocratique, il a réussi à canaliser et à vaincre les processus révolutionnaires qui ont eu lieu.

45- Les démocraties bourgeoises sont des régimes qui ont une importance particulière pour la domination bourgeoise.

Les régimes sont différents des gouvernements. Ce sont des combinaisons particulières d'institutions étatiques, qui incluent les gouvernements. Si les institutions fondamentales par lesquelles passe le pouvoir sont les gouvernements et les parlements élus, c'est une démocratie bourgeoise. Si le pouvoir est dans les forces armées (qu'il y ait ou non des élections), c'est un régime bonapartiste.

Les démocraties bourgeoises permettent de canaliser les crises politiques des gouvernements, avec l'idée que « ce gouvernement est mauvais, nous allons en choisir un autre ». De cette façon, les masses sont trompées avec la fausse possibilité d'autodétermination par le vote.

La démocratie bourgeoise peut « se recréer » dans la crise, avec des issues apparemment nouvelles (des

dirigeants ou des partis inconnus qui créent des espoirs) comme ce fut le cas avec le phénomène Macron en France, ou l'intégration des anciens et des nouveaux partis réformistes au gouvernement (comme la « gerin-gonça » portugaise, une alliance du PS avec le PC et le Bloco de Esquerda).

La démocratie bourgeoise crée également des mécanismes - comme l'impeachment - qui servent à canaliser les crises et à changer les gouvernements au milieu des mandats.

Après l'Europe de l'Est, les démocraties bourgeoises ont été déclarées comme « la fin de l'histoire » par la propagande massive de l'impérialisme. Les appareils réformistes ont défini la « démocratie comme une valeur universelle » et ont établi la stratégie d'arriver au gouvernement par voie électorale et de faire de petites réformes à partir de là.

46- Les démocraties permettent d'attirer les partis réformistes et centristes - mais aussi aux révolutionnaires - vers les élections, et de corrompre une partie importante de l'avant-garde avec des postes dans les parlements et les gouvernements. De nombreux partis révolutionnaires ont été détruits par la démocratie bourgeoise, y compris l'ancien MAS argentin.

A l'heure actuelle, deux autres grands exemples du rôle de la réaction démocratique sont en cours. Le premier est « l'accord de paix » entre le gouvernement et les FARC en Colombie, qui réitère l'expérience du Nicaragua et du Salvador de transformer la guérilla en représentants parlementaires.

La seconde est l'intégration progressive des deux plus grands partis trotskystes d'Argentine (PO et PTS) dans le régime. Ces partis maintiennent toujours formellement un programme trotskyste, mais ils ont déjà les élections comme axe d'activités. Ils mettent de plus en plus en avant des issues parlementaires pour les processus vivants de la lutte des classes.

47- Bien que la politique prioritaire de l'impérialisme soit celle de la réaction démocratique, cela n'exclut

pas l'utilisation de la force militaire quand nécessaire. Ils peuvent utiliser des coups d'État ou des invasions militaires au cas où la situation révolutionnaire échapperait à tout contrôle.

Il y a souvent une combinaison de tactiques de réaction démocratique et de politiques bonapartistes dans lesquelles l'une est au service de l'autre. Par exemple, l'accord d'Esquipulas ne fut possible que parce qu'il y avait l'utilisation de la force militaire des milices contre-révolutionnaires en Amérique centrale. Ces milices étaient armées et financées par l'impérialisme américain pour faire pression sur le FSN et le FMLN. Ici, la force militaire était au service de la politique principale de réaction démocratique.

48- Mais la réaction démocratique n'est pas la politique de l'impérialisme dans toutes les régions de la planète. A vrai dire, elle ne l'est pas dans la plupart des pays au monde. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les dictatures prédominent, au service de la politique plus générale de pillage des richesses minières et de garantie militaire directe, en absence de bourgeoisies locales avec des conditions minimales pour soutenir un processus de démocratisation. Là-bas, le point clé de l'ordre mondial est la présence de l'Etat raciste d'Israël, armé jusqu'aux dents. Là-bas, les accords d'Oslo (réaction démocratique) servent l'objectif de légitimer l'imposition militaire israélienne.

La réaction démocratique ne prédomine pas non plus dans la Russie de Poutine, ni en Chine et son régime de parti unique, où prévalent les régimes bonapartistes, tout comme dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie. En Europe de l'Est, dans certains des pays où la restauration du capitalisme a eu lieu, il y a des régimes avec des traits de bonapartisme fort accentués, comme en Hongrie et en Pologne.

Comme nous l'avons vu, Trump s'appuie de plus en plus sur des points d'appui bonapartistes dans le monde, tels que Poutine, Israël et l'Arabie Saoudite.

En outre, nous voyons le virage bonapartiste de droite de gouvernements « nationalistes » comme ceux

de Maduro et d'Ortega, ainsi que celui de Bashar Al Assad en Syrie. Tous ces gouvernements bénéficient du soutien politique de Cuba, de la Russie et de la Chine, et d'un soutien matériel de ces deux derniers pays

Cependant, tant en Amérique latine qu'en Europe occidentale, où se trouvent la plupart des partis de la LIT, la politique prioritaire de l'impérialisme est la réaction démocratique.

49- La définition de la politique centrale de l'impérialisme comme étant toujours celle de la réaction démocratique n'implique pas de ne pas reconnaître l'incorporation croissante d'éléments bonapartistes dans la démocratie bourgeoise. Cela signifie que, même en élisant périodiquement les parlements et les gouvernements, même en présence de libertés formelles, c'est-à-dire même en continuant comme démocraties bourgeoises, ces régimes incorporent de plus en plus d'éléments autoritaires.

Cela inclut des contraintes croissantes aux libertés démocratiques et la répression et la criminalisation des mouvements sociaux.

50- Il y a une tendance générale à l'usure et aux crises dans les démocraties bourgeoises. Évidemment, il y a des inégalités énormes, avec des réalités différentes dans chacun des pays. Mais nous sommes confrontés à une tendance générale, qui se manifeste avec plus ou moins de force selon le degré de crise économique et politique de chaque pays. C'est la raison de la crise des partis traditionnels (de droite et de la gauche réformistes) et des démocraties bourgeoises. C'est ce qui est à la base des crises politiques dans les résultats électoraux tels que la victoire du Brexit en Angleterre, de Trump aux EE.UU., de Macron en France, ou du MSE et de la Liga en Italie.

51- De nombreux secteurs de la gauche envisagent la démocratie bourgeoise comme invincible.

Mais le problème fondamental est la crise de direction révolutionnaire et non pas la force du régime démocratique bourgeois.

Les révolutions qui se sont déjà produites contre les démocraties bourgeoises sont allées jusqu'à des crises révolutionnaires, les institutions de la démocratie bourgeoise étant divisées et paralysées. Ce sont les directions réformistes qui ont sauvé la démocratie des riches.

La possibilité d'une révolution socialiste victorieuse a été posée dans la révolution bolivienne de 1951, avec la défaite des forces armées par les milices ouvrières. En 1985, les mineurs ont à nouveau divisé et paralysé les forces armées. Dans les processus révolutionnaires de 2001 en Equateur, et en 2003 encore une fois en Bolivie, il était possible de prendre le pouvoir. Ce sont les dirigeants réformistes qui s'y sont opposés, rendant le pouvoir à la bourgeoisie.

52- Dans les situations normales de la lutte de classes, les masses ne visualisent que deux alternatives de régime : les démocraties bourgeoises et les dictatures. Il ne peut y avoir des alternatives visibles pour les masses contre la démocratie bourgeoise que quand il y a une situation de double pouvoir installée. Les masses pouvaient comprendre les soviets en Russie comme une alternative au pouvoir en 1917, tout comme elles pouvaient comprendre comme telle la COB en Bolivie en 1985, ou le Parlement des peuples en Equateur en 2001.

Aussi longtemps que cela ne se produise pas, de nouvelles alternatives au sein de la démocratie bourgeoise peuvent gagner les masses, avec de « nouveaux partis », de « nouveaux candidats », cachant les mêmes politiques économiques.

Et même dans des situations révolutionnaires où il y a double pouvoir et remise en question ouvertement de la démocratie bourgeoise, le décisif sera la résolution, ou non, de la direction révolutionnaire. Sans l'existence de partis révolutionnaires avec poids dans le prolétariat, les directions réformistes peuvent réorienter les masses vers la démocratie bourgeoise comme ce fut le cas en Equateur et en Bolivie.

## VII- L'ancien et le nouveau réformisme

53- Puisqu'il n'y a pas beaucoup de place pour des concessions de la bourgeoisie pour calmer les masses, le réformisme (ancien et nouveau) connaît des moments de booms et de crises plus rapidement qu'avant.

54- Il y a eu une transformation du réformisme classique de la social-démocratie, connu comme son passage au social-libéralisme, dans les années 1960 et 1970. elle a alors abandonné toute référence au socialisme (même pour « les jours de fête »), assumant comme horizon stratégique la démocratie bourgeoise et « l'économie mixte ». Ils abandonnent maintenant la défense de « l'Etat providence » et commencent à appliquer les plans néolibéraux.

55- Parallèlement à cela, il y eu un changement de classe dans les directions de certaines de ces parties. Il y a eu une intégration des bureaucraties syndicale et partisane qui dirigent une partie de ces partis (pas tous) au sein des bourgeoisies. Les privatisations des entreprises d'Etat, la gestion des fonds de pension, ont facilité cette transformation.

56- Dans les pays semi-coloniaux, il y a aussi eu la transformation des partis et des mouvements nationalistes réformistes et petit-bourgeois en bourgeois lorsqu'ils arrivaient aux gouvernements. C'était le cas avec le Front Sandiniste au Nicaragua, avec le MPLA en Angola et le Frelimo au Mozambique, avec l'ANC en Afrique du Sud et avec le chavisme au Venezuela. Le PT brésilien connaît, à partir du gouvernement, un processus toujours en cours d'embourgeoisement de sa direction, avec la transformation des bureaucrates syndicaux et des chefs de parti en partenaires de grandes entreprises nationales et multinationales.

57- La crise économique de 2007-09 a forcé la bourgeoisie à compter sur le soutien de ces partis et ces bureaucraties syndicales pour attaquer les travailleurs. Cela a généré la crise brutale de la social-démocratie grecque, française et italienne, et maintenant du PT. A partir des gouvernements, ces parties ont directement mis en œuvre ces plans.

La crise de l'ancien réformisme ouvre l'espace au nouveau réformisme. C'est à partir de la crise du PC italien qu'a surgie Refondation Communiste, c'est dans la crise du Pasok qu'a avancée Syriza, c'est de l'érosion de la PSP qu'a grandi le Bloco de Esquerda.

Comme toujours, il existe ici également des inégalités. Le Parti travailliste anglais a gagné un nouvel espace politique avec la montée de Corbyn – avec un discours de gauche, contre le néolibéralisme – qui tire profit de l'érosion du Parti conservateur.

58- Les nouveaux partis réformistes sont très différents les uns des autres et font face à des réalités très différentes. Mais ils ont des caractéristiques similaires. Ce ne sont pas des partis réformistes ouvriers comme le réformisme classique. Ce sont des partis réformistes petit-bourgeois, avec des directions petite-bourgeoises, des bases essentiellement petite-bourgeoises et des programmes réformistes bourgeois. Certains d'entre eux ont une influence dans des secteurs ouvriers, bien que celle-ci soit beaucoup plus petite que le réformisme classique.

Du point de vue stratégique, ils répètent les formulations du réformisme classique, avec quelques mises à jour.

59- Le nouveau réformisme aide le vieux réformisme à faire face à ses crises, chaque fois que c'est nécessaire. Cela a été le cas avec le soutien du BE au gouvernement du PS portugais, la recherche de Podemos de participer au gouvernement du PSOE en Espagne (soutenant maintenant Sanchez), le soutien du PSOL au PT au Brésil..

60- En général, ces nouvelles organisations réformistes sont beaucoup plus fragiles que les partis travaillistes staliens et sociaux-démocrates qui constituaient la base principale de la bourgeoisie dans le mouvement de masse. Mais il est également indéniable que presque toutes sont plus fortes que nos organisations révolutionnaires.

61- Un phénomène a touché la grande majorité des organisations avec origine dans le trotskysme. D'une position centriste, ils sont passés à soutenir les phénomènes réformistes et néo-réformistes. En Angleterre, les principales or-

ganisations de cette origine soutiennent complètement Corbyn.

Le plus grand exemple est sûrement le SU, qui a déjà avancé directement vers la construction d'organisations réformistes. Le dernier congrès du SU, en 2018, a montré sa décadence avec la présence d'organisations réformistes comme le NPA, le secteur "anticapitaliste" de Podemos ou le Bloco de Esquerda, partenaire du gouvernement bourgeois du PS au Portugal.

### VIII- La montée des luttes contre les oppressions

62. Aujourd'hui, les luttes contre l'oppression prennent de l'ampleur.

Il y a eu de grandes mobilisations des femmes, comme lors de l'investiture de Trump aux Etats-Unis, dans les manifestations du 8 Mars qui comprenaient d'importantes grèves dans plusieurs pays, avec une envergure de masses spectaculaire et la portée mondiale du mouvement « *Pas une de moins* » né en Argentine. Les grandes mobilisations en faveur de la légalisation de l'avortement dans 130 pays le jour du vote sur le sujet au Sénat argentin sont des expressions de ce processus.

Il est important de noter que, dans l'histoire, ce genre de recrudescence de la lutte des femmes a précédé de grandes vagues de montée de toutes les masses, comme dans l'après-guerre de la Première Guerre mondiale, et à la fin des années 1960 et 1970. Aujourd'hui, cette montée des luttes des femmes fait partie de la montée de la classe ouvrière dans différentes parties du monde, et y contribue.

Les luttes contre la violence policière contre les Noirs déclenchent à nouveau des soulèvements aux EE.UU., ainsi que des mobilisations majeures au Brésil.

Les luttes contre les meurtres et la violence contre les personnes LGBT augmentent dans le monde entier.

Dans le même sens se manifestent les mobilisations des immigrés, aussi bien dans les pays impérialistes (États-Unis, Europe) que dans les semi-colonies (les Nicaraguayens au Costa Rica, les Venezueliens et les Haïtiens au Brésil, etc.).

Il y a une tendance à un changement dans la conscience, augmentant l'impaticence des masses du monde entier face à l'oppression.

63. La bourgeoisie utilise l'oppression pour accroître l'exploitation des travailleurs.

En premier lieu moyennant de la division entre les travailleurs, promue par le machisme, le racisme, la xénophobie et l'homophobie. La politique de Trump est, en ce sens, emblématique de la position des différents gouvernements bourgeois à travers le monde : diviser pour vaincre.

Deuxièmement, le recours à l'oppression permet de baisser les salaires de ces secteurs et de leur donner les emplois les plus dégradants et les plus précaires.

64- La réalité des travailleurs après les transformations de la « mondialisation » rend cette réalité plus brutale.

En premier lieu, parce que les femmes ont massivement rejoint le marché du travail. Cela apporte une plus grande indépendance économique pour les travailleuses et, par conséquent, de plus grandes crises familiales et une plus grande résistance maschiste parmi les hommes.

Deuxièmement, en raison de la grande importance des immigrés parmi les travailleurs des pays de plus grande importance économique.

L'oppression sur les nationalités a également été renforcée par la « mondialisation ». La lutte de ces nationalités pour leur autodétermination se heurte aux nationalités oppressives et à l'impérialisme, comme on peut le voir en Catalogne.

65- Les courants réformistes comprennent la lutte contre l'oppression détachée de la lutte contre l'exploitation capitaliste, comme s'il était possible de mettre fin à l'oppression au sein du capitalisme.

Nous, de notre part, nous voulons unir les travailleuses avec les travailleurs contre l'oppression, et non pas les travailleuses avec les femmes bourgeoises ou les travailleuses noires avec les Noires bourgeoises. Nous défendons d'assumer les questions de l'oppression de genre et de race sous un critère de classe, dans une perspective prolétaire.

66- Comprendre l'importance de la lutte contre l'oppression pour unir les travailleurs en ce moment nous amène à intégrer ce thème dans la lutte quotidienne de nos partis.

### IX- Une plus grande possibilité pour la construction de partis révolutionnaires

67- La crise de direction révolutionnaire – la présence d'appareils réformistes et la fragilité des directions révolutionnaires – continue d'avoir un poids énorme dans la réorganisation. Puisque le rejet des dirigeants réformistes est beaucoup plus grand que la construction d'alternatives syndicales et politiques, il y a encore beaucoup de désorganisation des travailleurs.

Mais cette désorganisation est aussi l'expression de ruptures complètes ou incomplètes avec les bureaucraties et les directions réformistes. Autrement dit, c'est une partie initiale de la construction du nouveau.

68- Il existe de nombreuses différences entre les pays dans le niveau actuel d'organisation du prolétariat. Le degré de crise et de rupture avec les appareils traditionnels est très varié, bien qu'il y ait une tendance mondiale.

Dans de nombreux endroits, la rupture avec les bureaucraties syndicales et les partis réformistes se manifeste dans la désaffiliation massive des syndicats. Dans d'autres, la cassure est moindre, en raison même du poids de l'appareil et de l'inertie.

Dans certains pays, les syndicats de travailleurs privés n'ont jamais existé, comme dans les maquilas d'Amérique centrale et dans les usines du Nord du Mexique. Dans d'autres pays, les syndicats sont des contenants vides, complètement distants des travailleurs.

Il y a des situations où les syndicats maintiennent une présence auprès des travailleurs, mais sont remis en question par la base. En Afrique du Sud, il y a un très riche processus de rupture avec la centrale syndicale COSATU, un processus dirigé par le NUMSA, le syndicat national des métallurgistes, qui est dirigé par une bureaucratie de gauche..

69. De la même manière, la rupture politique du prolétariat avec ses directions traditionnelles a des formes innombrables. Des ruptures ouvertes et des désaffiliations massives, des ruptures partielles à la recherche de nouvelles références dans le même parti, etc. La recherche d'alternatives est variée, et comprend des secteurs de droite, de nouveaux partis réformistes,

tout comme la recherche au sein des mêmes anciens appareils.

70- Le problème de l'organisation du mouvement de masses est la clé d'une politique révolutionnaire.

Trotsky a déclaré que « *sans une organisation dirigeante, l'énergie des masses se dissiperait, comme la vapeur non contenue dans une chaudière se dissipe. Mais quoi qu'il en soit, ce qui donne lieu au mouvement n'est pas la chaudière ni le piston, mais la vapeur* ». (Histoire de la Révolution russe).

Ainsi, face à la désorganisation actuelle du mouvement, nous devons avoir comme préoccupation permanente non seulement la mobilisation, mais aussi, et surtout, l'organisation syndicale et politique du prolétariat.

71- Nous participons dans les processus de réorganisation syndicale et nous les dirigeons comme jamais au paravant dans notre histoire.

La CSP Conlutas (Brésil) a été formée à la lumière de l'expérience d'un secteur de masse avec le gouvernement PT. Maintenant, son exemple commence à avoir plus d'impact sur les processus de réorganisation dans d'autres pays.

La CCT (Paraguay) a bénéficié d'une projection politique, mais a connu une crise importante. La possibilité d'une avancée pour la réorganisation est soutenue aujourd'hui au Paraguay dans la victoire de l'opposition du syndicat des travailleurs de l'électricité et dans la formation du Forum syndical et social.

*No Austerità* (Italie) a gagné de la place dans le mouvement en réunissant des groupes d'activistes des secteurs qui se battent contre les centrales et les syndicats dirigés par les bureaucraties. Aujourd'hui c'est déjà un pôle de référence pour les secteurs qui se battent en Italie.

Cobas (Etat espagnol) s'est développé et est devenu l'une des références du syndicalisme alternatif, attirant des groupes d'activistes qui veulent se battre.

Le SITRASEP au Costa Rica est le seul syndicat des travailleurs du secteur privé dans le pays, qui a de ce fait déjà acquis une autorité politique sur d'autres secteurs.

La *Coordinadora* au Salvador rassemble autour de 12 syndicats, se constituant déjà comme un petit pôle syndical alternatif.

Des oppositions surgissent également dans des syndicats ou des centrales, telles qu'au Paraguay et en Afrique du Sud, auxquelles il est essentiel de participer.

72- Ces expériences reflètent une combinaison de la présence d'une organisation révolutionnaire et une organisation syndicale (ou syndicale et populaire) de front unique.

En général, cette combinaison est essentielle. Sans un parti révolutionnaire, ces processus sont perdus à cause des pressions bureaucratiques des appareils syndicaux. Toutes ces initiatives décrites ci-dessus, sans exception, existent parce que nos partis révolutionnaires les ont créées. Et encore aujourd'hui, ils dépendent directement de l'existence et de la force de ces partis.

D'autre part, si ces organismes ne sont pas vraiment de front unique, en ce qui concerne la coexistence avec d'autres courants, l'initiative est stérilisée.

73- Mais il faut dire que nous n'arrivons pas toujours à garantir ces deux pôles. Dans la plupart des cas, la construction des partis révolutionnaires est laissée en second lieu par la pression des syndicats et des organisations de front unique.

Ce type de pression syndicale est mortel pour notre projet révolutionnaire. Nous ne visons pas en premier lieu la conquête de postes dans la superstructure des syndicats. Notre objectif est de structurer nos partis révolutionnaires dans la base des usines.

Si tel était déjà notre objectif dans le passé, cela est maintenant renforcé par la prise de distance et la méfiance qui existe parmi les travailleurs jeunes et précaires envers les syndicats. Les syndicats servent seulement et exclusivement si nous pouvons atteindre les bases à travers eux, et non comme une fin en soi.

74- Nos partis ont pour tâche de diriger la direction du mouvement de masse, ses luttes, sa conscience, son organisation.

Cela se fait dans les luttes et en dehors des luttes directes. Les masses peuvent avoir de plus grandes avancées dans leur conscience et leur organisation dans les mobilisations, et c'est là que sont générés davantage d'activistes. Mais nous avons aussi le devoir

de disputer la conscience des masses en dehors des luttes, avec l'agitation politique et la propagande intense.

Notre conception d'un parti ne se résume comme « le parti des luttes ». Nous voulons construire des partis pour diriger les révolutions socialistes, ce qui suppose de disputer non seulement la direction des luttes, mais aussi la conscience des travailleurs.

75- Il n'y a aucune possibilité que la révolution soit victorieuse sans détruire l'influence du réformisme sur les travailleurs. C'est pourquoi il est essentiel de lutter quotidiennement contre le nouveau et l'ancien réformisme. La pratique révolutionnaire comprend la lutte politique, la lutte programmatique, et la lutte idéologique contre les représentants de la bourgeoisie et du réformisme.

Ce n'est pas une conclusion « naturelle », ni une répétition inutile. Voyant la réalité de nos partis, nous affirmons que c'est une tâche essentielle, et pour l'accomplir, un bilan de nos politiques quotidiennes dans ce domaine est nécessaire.

76- La conclusion générale de ce document est que la polarisation de la lutte de classes ouvre de meilleures conditions pour profiter des espaces de réorganisation pour la construction de partis révolutionnaires enracinés dans l'avant-garde ouvrière, dans le but de diriger politiquement le prolétariat.

Mais la seule possibilité pour nous de profiter de cette opportunité est de préparer nos partis à partir de leurs directions pour la compréhension théorique programmatique de cette réalité, et de là d'utiliser de manière permanente et quotidienne un programme révolutionnaire comprenant un système de slogans qui vont d'une politique d'action des masses à l'agitation politique et la propagande pour influencer l'avant-garde et la masse prolétarienne.

Nous ne pouvons pas dissocier la politique quotidienne de notre programme socialiste. On ne peut pas abandonner la lutte théorique et programmatique aux courants réformistes. Ce n'est qu'alors que nous pourrions répondre aux défis posés par cette réalité..

## I Europe

77- Face à la crise de 2007/2008, les principaux pays impérialistes européens évitèrent la faillite financière, l'effondrement de l'euro et la chute dans la dépression en recourant au sauvetage public des banques et au pillage de la périphérie, alors que dans certains pays centraux comme la Grande-Bretagne une forte offensive fut lancée contre les travailleurs.

78- Les pays débiteurs de la périphérie, intervenus par la Troïka, furent soumis à une cure drastique. Ils ont subi des plans d'ajustement sauvages et des contre-réformes, et leurs budgets publics furent expropriés au service des banques créancières des pays centraux. Le capital financier a ainsi réussi à installer un nouveau modèle d'exploitation et à accentuer leur énorme dépendance des impérialismes centraux, jusqu'à modifier le statut national de pays comme la Grèce et le Portugal, réduits à présent à des semi-colonies de l'impérialisme allemand, le même statut maintenu par les pays d'Europe de l'Est depuis leur adhésion à l'Union européenne (UE).

79- Le pillage de la périphérie servit à éviter la catastrophe, mais pas à arrêter la crise. Pris dans la spirale descendante initiée en 2007, les pays impérialistes centraux de l'UE, incapables de se récupérer, connurent une reprise anémique. Pour cette raison, le grand capitale européen, tout en maintenant l'offensive dans la périphérie (et avec une extrême cruauté en Grèce), dût attaquer de front dans les pays du centre, à commencer par la France. C'est le sens des réformes de Hollande que Macron pousse encore beaucoup plus loin.

80- Le développement de la crise a élargi le fossé entre les pays centraux et la périphérie et aussi entre les pays centraux eux-mêmes, au profit du capitalisme allemand, qui a réaffirmé son écrasante hégémonie économique, financière, politique et institutionnelle.

81- Dans ce processus, l'UE s'est réaffirmée comme un mécanisme anti-démocratique de guerre sociale contre

la classe ouvrière et les peuples européens. Son protagonisme dans les plans d'ajustement et les contre-réformes, ses mesures dans les pays « secourus », notamment en Grèce, son comportement face à la crise des réfugiés et des sans-papiers et, plus récemment, son soutien total au régime monarchique espagnol contre le droit démocratique d'auto-détermination du peuple de Catalogne montrent son vrai visage.

82- Le développement de la crise économique, générant de grands déséquilibres entre les Etats et entre les classes à l'intérieur des pays, a provoqué la crise de l'UE, projet central des impérialismes européens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette crise eut un moment clé dans le Brexit, à partir duquel l'abandon de l'UE et de l'euro a cessé d'être tabou. Le conflit catalan a également été une étape importante dans le discrédit populaire de l'UE et de ses gouvernements en montrant clairement la contradiction entre ses proclamations démocratiques et son alignement inconditionnel avec la répression et les mesures bonapartistes du régime monarchique espagnol.

83- De même, la victoire de Trump met en question la stratégie de soutien à la « construction européenne », maintenue par l'impérialisme américain depuis 70 ans, fondée sur une alliance privilégiée avec l'Allemagne. Trump ne supporte pas le déficit commercial américain envers l'Allemagne, il n'apprécie pas une Europe allemande et préfère traiter avec chaque pays séparément. Il appuie les gouvernements de l'Europe de l'Est dans leur confrontation avec l'UE autour de la politique envers les réfugiés et encourage leurs mesures plus bonapartistes.

84- Tout comme l'Allemagne et d'autres Etats nordiques bénéficient encore d'une stabilité institutionnelle de base, il y a des pays centraux dont le régime politique souffre d'une forte crise et passe par une période d'instabilité. C'est le cas de la Cinquième République française, où les principaux

partis bourgeois qui la soutiennent depuis des décennies, gaullistes et les socialistes, sont devenus de plus en plus marginaux, en particulier les socialistes. Macron, le grand vainqueur des dernières élections, a lancé une offensive néolibérale et a perdu une grande partie de son capital politique.

L'Italie connaît une grande instabilité politique depuis que Renzi a perdu le référendum constitutionnel et a dû démissionner. La droite (Liga et MSE) qui a gagné les dernières élections, doit appliquer maintenant le même plan néolibéral qu'elle critiquait avant.

Dans l'Etat espagnol, le gouvernement Rajoy vient de tomber, remplacé par un nouveau gouvernement du PSOE, sans base parlementaire, qui devra maintenant appliquer également des plans néolibéraux similaires et faire face au conflit catalan non résolu.

81- Parallèlement aux tendances bonapartistes des gouvernements, l'énorme abstention électorale dans les pays d'Europe de l'Est ainsi que lors des dernières élections françaises constitue un échantillon de la crise de la démocratie bourgeoise en Europe. Cette crise répond à une tendance profonde qui traverse les pays de façon inégale. Elle se manifeste dans ces hauts quotas d'abstention et dans des phénomènes tels que le 15M dans l'Etat espagnol avec son slogan « *Ils ne nous représentent pas* », bien qu'elle fut plus tard réabsorbé par le régime par l'entremise de Podemos.

86- L'Europe a connu d'importantes luttes sociales de résistance durant ces années, avec de grands pics concentrés dans les mobilisations massives contre les coupes dans l'Etat espagnol entre 2012 et 2014, la grande lutte grecque avec son point culminant du référendum de juillet 2015, ou le combat de la classe ouvrière française contre la loi du travail de Hollande dans la première moitié de 2016.

Ces grandes mobilisations ne furent par contre pas unifiées à l'échelle de l'Etat et demeurèrent isolées au niveau européen à cause de la bureaucratie

syndicale et du retard à articuler une réponse européenne, ne fut-ce que minoritaire, de la part du syndicalisme combatif.

87- Il y a une profonde tendance à la crise et au déclin des anciens partis sociaux-démocrates européens après leur transformation en partis sociaux-libéraux, coresponsables de l'offensive néolibérale. Il s'agit cependant d'un processus avec des inégalités nationales, avec des partis comme l'allemand, l'autrichien ou les nordiques qui, bien qu'en baisse, maintiennent une influence sociale et contrôlent la bureaucratie syndicale.

Maintenant, après le naufrage du PASOK grec, c'est le tour du parti socialiste français, marginalisé, désintégré et sur le point de disparaître. En revanche, nous avons vu l'émergence de Corbyn et du Parti Travailleuse avec un programme qui, sans remettre en question les bases économiques parasites du capitalisme britannique, ni son régime politique, ni son rôle impérialiste, parle de récupérer l'Etat du bien-être et de certaines nationalisations partielles qu'il financerait avec une imposition croissante des secteurs les plus riches.

88- En relation avec les processus de déclin les plus aigus de la vieille social-démocratie, des forces que nous appelons « nouveaux partis réformistes » sont apparues qui, s'appuyant sur la petite

bourgeoisie et des secteurs moyens de salariés, se sont présentées comme « alternative » à l'ancien réformisme, avec un programme fidèle à l'institutionnalité bourgeoise et même encore plus modéré que celui de Corbyn. Il s'agit de Syriza, Podemos, le Bloco de Esquerda et Die Linke, tous en faveur de la « refondation démocratique » de l'UE.

L'évolution vers la droite de ces forces tend à être beaucoup plus rapide que celle des anciens partis sociaux-démocrates. Le cas le plus frappant a été Syriza, qui, présenté à son époque comme un modèle de lutte contre l'austérité, a rapidement trahi le peuple grec et est devenu le nouveau tueur à gages de la troïka. La stratégie de tous ceux-ci est de rechercher l'alliance avec les partis socialistes. C'est le cas du Bloco qui soutient le gouvernement portugais PS de Costa et est partenaire dans la municipalité de Lisboa, ou de Podemos, dont l'objectif principal est d'arriver à une coalition gouvernementale avec le PSOE et qui soutient maintenant le gouvernement de Sanchez. En Grande-Bretagne, ils se rendent directement à Corbyn.

89- En Ukraine, le gouvernement de Porochenko, tout en cédant le pays aux impérialistes de l'UE, a en fait accepté l'annexion russe de la Crimée et de la partie orientale du pays. Les raisons en sont multiples : a) l'armée ukrainienne ne peut pas vaincre les séparatistes soutenus par la Russie de ses propres

forces, b) l'impérialisme n'a à priori aucun intérêt à précipiter des actions militaires contre l'annexion russe, et c) Porochenko veut éviter toute déstabilisation qui pourrait réactiver les mobilisations populaires.

La « gauche » ukrainienne, traînée derrière un PC interdit et détesté, considère la révolution ukrainienne de 2014 comme un coup d'Etat de droite (fasciste). Un secteur de cette gauche a abandonné la politique pour se limiter au terrain syndical et social. Un autre a été écrasé par les administrations séparatistes pro-russes et se plaint maintenant du « manque de conscience » des habitants du Donbass. Cette gauche, qui ne reconnaît pas l'agression russe contre l'Ukraine, traite la guerre en cours comme une « guerre civile » entre les Ukrainiens, jouant ainsi le jeu à Poutine.

La colonisation de l'Ukraine par l'impérialisme européen et l'agression russe dans l'est du pays dégradent les conditions de vie et provoquent des protestations et des grèves dans l'industrie des transports et des mines, y compris dans les territoires orientaux annexés par la Russie. Le gouvernement de Porochenko, otage des arrangements impérialistes avec Poutine et confronté à un profond mécontentement social, reste faible, et le scénario le plus probable est de nouvelles explosions de lutte.

## II- Amérique latine

90- Dans le document latino-américain du dernier congrès, nous avons défini la situation de la lutte de classe sur le continent comme transitoire. Avec la montée et la crise politique aiguë dans des pays clés comme le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, le Venezuela, Nicaragua et le Mexique, nous pouvons affirmer que nous avançons vers une situation pré-révolutionnaire sur le continent.

De plus, les actions radicalisées du mouvement de masse comme l'occupation de Brasilia (Brésil), l'incendie du congrès (Paraguay), ou le processus insurrectionnel au Honduras, les grandes mobilisations contre Ortega et les affrontements devant le congrès argentin contre la réforme de Macri, montrent la tendance à la polarisation de la lutte des classes.

91- L'idéologie de la « vague réactionnaire » défendue par le réformisme entre en collision avec la réalité.

Cette idéologie venait défendre les gouvernements de front populaire et les nationalistes bourgeois en crise. Mais contrairement à ce que les réformistes défendaient, le continent a pris feu encore plus. Les gouvernements de la droite traditionnelle (Macri, Temer, Peña Nieto, Cartes) connaissent des crises politiques aiguës en tentant d'appliquer les mêmes plans néolibéraux que ceux que Dilma, Lugo et Kirchner appliquèrent.

La crise économique empêche les gouvernements de s'appuyer sur la croissance pour se renforcer. Reviennent les grèves générales comme en Argentine, au Brésil et en Uruguay, ainsi que des actions offensives des masses telles que

l'incendie du parlement au Paraguay, la mobilisation du 24 avril à Brasilia, les trois grèves générales contre Macri en Argentine. Dans certains pays, comme le Brésil et l'Argentine, la classe ouvrière est en train de se mettre en mouvement.

Comme tendance générale, nous pouvons constater un processus d'usure et de crise dans les démocraties bourgeoises de la région.

92- Le nationalisme bourgeois et le réformisme connaissent une crise de grande ampleur. Mais quand ils passent à l'opposition, ils cherchent à se renforcer pour retourner au gouvernement et se maintenir en tant que points de soutien du régime démocratique bourgeois.

Au cas où le contrôle de ces directions serait rompu, il y aurait la possibilité de nouvelles révolutions contre les

démocraties bourgeoises du continent comme au début du siècle.

3- Au Brésil, il y a un approfondissement de la situation pré-révolutionnaire avec la grève générale du 28 avril, la mobilisation du 24 mai à Brasilia, et la grève des camionneurs.

Temer n'est pas tombé, parce que l'énorme crise politique et les luttes ont été déviées vers les élections

Le pays est sortie de la récession d'il y a deux ans, mais passe par une nouvelle turbulence à cause de la fuite de capitaux qui existe maintenant. La tendance est vers une croissance faiblarde, sans restauration du niveau d'emploi, sans le moindre soulagement social.

Le PT, dans l'opposition, cherche à tirer parti de l'usure de Temer pour gagner les élections de cette année, en dépit de la prison de Lula.

Le PT a consciemment trahi la deuxième grève générale, qui aurait pu vaincre la réforme laborale, et la grève des camionneurs, qui aurait pu mener à la chute de Temer, afin de canaliser le processus vers les élections de 2018. Ici se montre une caractéristique de ces appareils qui, après la crise de leurs gouvernements, jouent un rôle important en tant qu'opposition, à la fois tirant partie de l'usure des nouveaux gouvernements et du soutien du régime démocratique bourgeois, canalisant une fois de plus le processus vers les élections.

94- L'Argentine était l'un des symboles de l'idéologie de la « vague réactionnaire » défendue par le réformisme. Macri remporta l'élection en raison de l'érosion du kirchnerisme, et a essayé de mettre en œuvre de sévères attaques contre les travailleurs.

Le résultat fut l'ouverture d'une situation pré-révolutionnaire avec les mobilisations d'avril et trois grèves générales.

La crise économique est devenue plus aiguë avec la dévalorisation du peso et le recours de Macri au FMI. Cela a mené à une énorme usure du gouvernement.

Le kirchnerisme cherche à tirer partie de l'érosion du gouvernement, mais garantit le régime, contenant le mouvement de masses.

Les grandes mobilisations contre la réforme des retraites ont directement affronté le gouvernement avec des actions radicalisées, elles ont divisé la bureaucratie et généré un important

processus de réorganisation de la base, augmentant la polarisation dans le pays.

95- La défaite électorale de Peña Neto, avec la victoire de Lopes Obrador au Mexique, fut la première victoire de la soi-disant « gauche » dans l'histoire de ce pays.

Dans ce pays, il existe une situation pré-révolutionnaire, avec les particularités historiques mexicaines. Par la tradition de la révolution de 1910, on va très facilement à des éléments de double pouvoir armé.

Depuis la grande mobilisation de l'essence (gasolinazo) au début de 2017, les mobilisations de masse ont été détournées vers les élections. Obrador arrive au gouvernement avec la pleine volonté de rechercher un accord non seulement avec la grande bourgeoisie mexicaine, mais aussi avec Trump. Il n'a pas la possibilité de surfer sur une croissance économique comme les gouvernements nationalistes bourgeois et de front populaire du continent jusqu'en 2012. Il devra attaquer les travailleurs, ce qui peut finir par engendrer une reprise de la montée dans le pays.

96- La mobilisation de masses au Paraguay qui a brûlé le congrès et défait le gouvernement Cartes, a réouvert une situation de montée politique et de crise au Paraguay.

Le front populaire de Lugo a été défait, ensemble avec Cartes, pour avoir défendu le même amendement pour la réélection, défendue par le gouvernement et répudié par les masses.

Le pays connaît encore une forte croissance économique, maintenant un taux de 4 % et incorporant en grand nombre au pays des entreprises opérant en franchise (maquilas). Cela implique une augmentation du prolétariat et de son poids pour la première fois dans le pays.

La crise des partis du régime s'exprime dans la division du parti Colorado ainsi que dans l'alliance entre le Front Guassu et le Parti libéral face aux prochaines élections, ce qui rend possible encore une fois une victoire du parti Colorado..

La réorganisation peut faire un grand pas en avant avec la nouvelle direction du syndicat des travailleurs de l'électricité – le plus important dans le pays – et la formation du Front Syndical et Populaire qui réunit également la

Coordinadora del Bañado, le plus important mouvement populaire du pays.

97- Au Chili, il y a eu une détérioration marquée du gouvernement Bachelet qui a conduit à la défaite électorale du candidat du Front populaire lors des élections de cette année.

Le pays connaît une situation pré-révolutionnaire, avec une montée importante du mouvement de masses. Les mobilisations *No Más AFP* (contre les fonds de pension) mobilisent des millions dans les rues contre le gouvernement.

Un processus de réorganisation de grand poids commence, poussé par la montée et par la crise du PC chilien. Au niveau politique, le Frente Amplio – un mouvement électoral réformiste – est en forte croissance. Au niveau syndical, la possibilité d'un nouveau centre syndical alternatif à la CUT commence à se poser.

98- Au Venezuela, Maduro a consolidé un putsch à travers la « constituante ». L'aspect démocratique, qui masquait le bonapartisme déjà présent dans le régime chaviste, fut supprimé. De cette façon, les élections avec vote universel ont été laissées de côté pour imposer le monolithisme de l'unanimité caractéristique des dictatures.

Le putsch n'a pas inversé la brutale crise économique du pays qui conduisit à la rupture des masses avec le chavisme. Il y a toujours une dépression (avec une chute de la moitié du PIB en quatre ans), une hyperinflation (un million de pourcent en 2018) et des pénuries, ce qui fait de la survie une lutte quotidienne pour les travailleurs.

L'opposition bourgeoise du MUD continue de miser sur une issue électorale et a subi une grande usure face aux masses.

En bloquant une issue électorale, le chavisme provoque une forte tension dans le pays. La crise peut se développer suivant certaines de ces hypothèses :

- une explosion populaire similaire au caracazo, mais contre le gouvernement chaviste ;
- une répression sanglante suivant une variante « syrienne » ;
- une crise des forces armées chavistes qui obligerait le gouvernement à céder et à négocier une issue électorale.

Certaines combinaisons de ces hypothèses peuvent également se présenter.

Actuellement, il semble qu'une nouvelle montée du mouvement commence, avec quelques grèves encore isolées.

99- Le Honduras est une expression importante de la tendance à la polarisation de la lutte des classes. L'Amérique centrale était la région la plus stable d'Amérique latine.

Il y a eu une tentative de coup militaire avec le soutien de Trump pour imposer une fraude et garantir la réélection de Juan Orlando Hernández, ce qui provoqua un soulèvement populaire. Des mobilisations géantes dans les rues ont été combinées avec la levée de barricades spontanée dans les quartiers des villes. La mobilisation des masses a divisé les forces répressives, avec le passage de plusieurs détachements de la police au côté du peuple rebelle.

Le soulèvement populaire menaçait de renverser le gouvernement JOH et de vaincre le coup d'Etat, mais la direction bourgeoise de l'opposition Melaya-Nasralla trahit la mobilisation et la conduisit à la défaite, au moins temporairement.

100- Il y a une rébellion en cours contre le gouvernement Ortega au Nicaragua. La mobilisation a des hauts et des bas. Il y a déjà eu des mobilisations gigantesques, des villes importantes occupées, en maintenant des éléments de double pouvoir. Il y a aussi des moments de reflux par la répression sévère qui a déjà entraîné environ 500 morts.

Ortega se maintient grâce au soutien des forces armées, de la police et des groupes paramilitaires, ainsi que par l'appareil castro-chaviste à l'échelle mondiale. Mais il a perdu sa base de

soutien populaire, devenant un dictateur détesté comme Somoza dans le passé.

La mobilisation des masses peut exploser de nouveau à tout moment.

101- Il y a une situation politique différente en Colombie, après l'accord du gouvernement avec les FARC. L'intégration de la guérilla au régime normalise d'une certaine manière la vie politique colombienne qui fut pendant des décennies affectée par la lutte armée. Elle met les accords du réformisme stalinien avec le gouvernement et le régime en évidence d'une manière plus explicite.

Le pays connaît une réduction de la croissance économique à un seuil de l'ordre de 1 %.

L'usure du gouvernement Santos avec l'application des plans néolibéraux a ouvert la voie à la victoire de l'ultra droite (avec le retour de l'Uribismo au gouvernement) et à l'émergence d'une alternative de collaboration de classes (avec Petros à la tête). Le nouveau gouvernement d'extrême droite a ouvert la voie à une nouvelle vague d'attentats contre des dirigeants syndicaux et à une plus grande polarisation politique.

102- La semi-insurrection de juillet en Haïti a montré la reprise de la rébellion historique de ce peuple.

L'occupation militaire de la Minustah s'est terminée sans que l'impérialisme et la bourgeoisie haïtienne aient réussi à stabiliser l'Etat haïtien. Ils essaient maintenant d'appliquer la même manœuvre déjà réalisée en Irak et en Afghanistan, dans un autre contexte politique. Les troupes sont retirées mais en laissant un embryon de forces armées recomposées

sous leur supervision. Au cours de ces treize années, l'armée haïtienne n'a pas encore été réorganisée, mais la police nationale haïtienne a été reconstruite et compte maintenant 15 000 hommes.

Mais c'est un pari risqué dans la situation politique et économique mondiale actuelle. Même avec la reconstruction de la police, l'Etat reste fragile. Le régime politique haïtien n'a pas encore de stabilité.

Le nouveau gouvernement de Moïse fut mis en cause dès sa naissance par la fraude lors de l'élection dans laquelle il a été élu. Une montée a commencé, des travailleurs du textile à Port-au-Prince, en lutte pour une augmentation du salaire minimum, ainsi que des travailleurs haïtiens de la canne à sucre, en République Dominicaine.

En juillet de cette année, une semi-insurrection a obligé le gouvernement de Moïse à renoncer à l'augmentation annoncée des carburants. La victoire partielle de la mobilisation ouvre la possibilité de nouvelles mobilisations contre le gouvernement

103- L'accord Obama-Castro a marqué un approfondissement du processus de semi-colonisation de Cuba avec le rapprochement avec les Etats-Unis. La présente remise en question de l'accord par Trump pourrait réduire la participation du capital yankee dans ce processus, mais elle n'inverse pas la semi-colonisation en cours par l'impérialisme européen.

Les conditions de vie des travailleurs cubains s'aggravent de jour en jour, alors que la dictature castriste se maintient. Les conditions d'une explosion populaire dans l'île continuent à s'incuber.

## III- Moyen-Orient et Afrique du Nord

104- Il y a un recul dans le processus révolutionnaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cependant, l'impérialisme et les bourgeoisies locales ne parviennent pas à stabiliser la situation.

La majorité de la gauche - ainsi que la presse bourgeoise - ont défini la montée révolutionnaire initiée en 2010 comme le « printemps arabe », et maintenant ils affirment qu'elle a fini comme « l'hiver ». Derrière ces termes journalistiques il existait l'attente que le processus évolue vers des démocraties bourgeoises. Et maintenant, ils voient les défaites,

qui sont effectivement arrivées, comme définitives, et ils parlent de « l'hiver ».

En comprenant ce processus révolutionnaire dans le cadre de la révolution permanente, nous ne considérons pas qu'il s'agit d'une stratégie dans la démocratie bourgeoise, bien que l'effondrement des dictatures de la région soit important dans le cadre du processus.

Nous ne sommes plus dans la situation de 2011, caractérisée par l'offensive des masses, qui a généré des processus révolutionnaires. Mais ces processus ont été entravés par la crise de direction

révolutionnaire et n'ont même pas réussi à vaincre les dictatures et à imposer les démocraties bourgeoises, à l'exception de la Tunisie.

La situation actuelle est marquée par une contre-offensive de l'impérialisme et des bourgeoisies, qui a conduit à de lourdes défaites, comme celles de l'Egypte et de la Syrie, et à des impasses.

Il n'y a toutefois pas de stabilisation de la région, mais un moment de recul, dans un long processus qui aura d'autres montées à venir.

105- Certains axes sont très importants pour comprendre la réalité dans son ensemble dans la région.

Le premier est que l'impérialisme et les bourgeoisies locales n'ont pas la réaction démocratique comme politique principale. C'est le cas, en premier lieu, parce que c'est la principale région productrice de pétrole. Et surtout à cause de la présence de l'Etat d'Israël, force nucléaire de l'impérialisme, avec des caractéristiques nazi-fascistes par rapport au monde arabe. Israël ne peut pas vivre avec un processus démocratique. Les démocraties bourgeoises ne prédominent pas dans la région. La politique de l'impérialisme et des bourgeoisies locales face aux processus révolutionnaires n'est pas la réaction démocratique, mais les régimes bonapartistes.

Le deuxième axe est la crise économique internationale ouverte en 2007-09. Cette crise a été à l'origine des explosions de 2011. Ce n'était pas seulement la haine contre les dictatures qui a mis les masses en mouvement, mais la situation de misère actuelle. Cette crise économique - comme nous l'avons vu - n'est pas finie. Et cela entraîne de lourdes conséquences pour la région, comme la baisse du prix du pétrole qui amène l'instabilité en Arabie Saoudite, en Iran, en Irak, au Kurdistan. La réduction drastique du tourisme affecte durement l'Egypte. La Turquie traverse une grave crise financière avec une dévaluation importante de sa monnaie, une dette extérieure importante et des frictions commerciales et politiques avec le gouvernement Trump. C'est un facteur qui génère de l'instabilité, provoquant une insatisfaction des masses et des crises inter-bourgeoises, et pouvant générer de nouvelles montées des luttes.

Le troisième axe est la crise de la direction révolutionnaire, presque absolue dans la région. Les directions contre-révolutionnaires ont jouées un rôle néfaste en favorisant la contre-révolution, en particulier les courants islamiques bourgeois, le castro-chavisme et l'État islamique.

Le quatrième axe est une conséquence de la défaite de l'impérialisme en Irak. Depuis lors, des limites ont été fixées pour les actions militaires offensives de l'impérialisme - limitées aux frappes aériennes, sans la présence de troupes directement sur le terrain, par la résistance des masses américaines avec « syndrome irakien ».

Le cinquième axe est la transformation qui a eu lieu dans les mouvements nationalistes bourgeois arabes du siècle dernier, qui se sont transformés en régimes bonapartistes alliés à l'impérialisme, comme en Égypte et en Syrie.

106- Le coup d'Etat militaire de Sissi a profité des mobilisations contre Morsi pour renverser le gouvernement et imposer une nouvelle dictature. Nous avons fait une erreur dans le LIT pour avoir tardé à caractériser la défaite provoquée par ce coup d'Etat contre-révolutionnaire. L'acquiescement et la libération de Moubarak par le nouveau gouvernement est un symbole de cette nouvelle dictature.

Mais Sissi ne peut pas surfer sur une vague de croissance économique. Au contraire, la misère est aujourd'hui encore pire qu'à l'époque de 2011. Le tourisme, l'une des principales sources de revenus, a chuté de plus de 80% en raison de la situation dans le pays. Le gouvernement n'a plus le prestige d'avant, mais profite de la combinaison entre la répression et le manque d'alternatives politiques. Il y a une augmentation du nombre de grèves ouvrières qui indiquent une perspective de nouvelles crises.

107 - Le processus révolutionnaire qui existait contre la dictature syrienne a subi une lourde défaite, coincé entre deux projets contre-révolutionnaires : la dictature d'Assad (avec le soutien de l'Irak et du Hezbollah) et l'EI. Les défaites de Homs et d'Alep ont marqué la retraite militaire de l'insurrection, qui est aujourd'hui réduite à à peine 5% du territoire syrien.

Le castro-stalinisme a donné une couverture politique mondiale au génocide, perpétré par la dictature d'Assad en Syrie avec l'aide du Hezbollah et de l'aviation de Poutine.

Mais la dictature génocidaire d'Assad n'a aucune légitimité interne. En fait, il est soutenu par l'appui des troupes d'occupation. Cela ne permet pas de stabiliser une quelconque situation dans le pays.

108- L'Etat islamique a subi de lourdes défaites - les plus importantes à Mossoul, en Irak et à Raqqa en Syrie - perdant une grande partie de son territoire et de sa capacité économique. Il n'a plus le pouvoir d'avant, quand il

a réussi à établir un Etat - un « califat » - entre la Syrie et l'Irak. Il continuera à financer des actions terroristes partout dans le monde, mais il n'a plus la force militaire d'avant.

Pendant, la défaite de l'IE n'est pas imposée par l'action des masses, mais par une coalition militaire dirigée par l'impérialisme. Une victoire militaire de cette coalition peut établir une tête de pont de la présence militaire américaine dans la région.

L'EI a rempli un rôle clairement contre-révolutionnaire en Syrie, agissant directement contre l'opposition et étant un prétexte pour les bombardements russes et nord-américains. Malgré les affrontements avec l'impérialisme, il y avait un certain accord entre eux, comme on peut le voir à Raqqa en ce sens qu'ils avaient leur sortie des régions dans lesquelles ils avaient été vaincus garantie par les forces russes et américaines.

109- En Libye, un autre recul est survenu à la suite de la crise de la direction révolutionnaire. La guerre civile a conduit à la défaite du régime bonapartiste et pro-impérialiste de Kadhafi, détruisant même l'Etat dans le pays.

Le chaos qui a suivi a été occupé par deux forces contre-révolutionnaires qui se disputent le contrôle du pays. Un autour du gouvernement d'union nationale (GUN), basé à Tripoli, reconnu par la bourgeoisie mondiale. L'autre, un gouvernement lié à Haftar, appelé l'Armée nationale libyenne (ANL), soutenu par le gouvernement égyptien et la Russie.

110- Les directions kurdes ont bloqué le rôle progressiste que les luttes kurdes ont joué, et ont commencé à avoir un rôle réactionnaire.

A Rojava s'annonçait un nouvel Etat ouvrier (avec le soutien de la gauche mondiale). Mais la direction kurde de cette région est liée au PKK de la Turquie (un parti stalinien). A vrai dire, après la faillite de l'Etat bourgeois local, avec la prise du pouvoir par les milices kurdes, un Etat bourgeois est reconstruit avec des investissements privés et l'ouverture aux capitaux étrangers. Qui plus est, ces directions kurdes sont directement en unité avec l'impérialisme nord-américain dans les actions contre l'EI. Dans le cadre de cette alliance réactionnaire, ils ont mené une action militaire contre

l'Armée Syrienne Libre dans une bataille pour prendre le contrôle d'une région.

Dans la partie irakienne du Kurdistan, la direction bourgeoise a appelé à un référendum pour décider de l'indépendance par rapport à l'Irak, avec une participation massive et 92,7% des voix pour le OUI. C'est progressiste, même s'il n'est pas lié comme il le devrait à la stratégie d'un Kurdistan unifié et indépendant. Une crise s'est ouverte immédiatement avec le gouvernement irakien qui menace maintenant militairement le territoire kurde.

111- Le renversement de la dictature de Bem Ali en Tunisie fut une victoire démocratique importante, unique dans la région. Il se peut que cela soit dû au poids plus ouvrier du pays, différent des autres pays.

Mais après le gouvernement Ennahda (islamique) et l'actuel libéral Youssef Chahaed qui a appliqué des plans néolibéraux similaires, la situation des travailleurs dans le pays reste similaire à celle des autres dans la région.

L'UGTT – la centrale syndicale avec une direction bureaucratique – et le Front populaire – le principal parti d'opposition de gauche – freinent les luttes, cherchant à mener le processus vers la voir électorale.

112- La présence croissante de la Chine et de la Russie dans la région n'a rien de progressiste, contrairement à ce qu'affirme le castro-chavismo.

La Chine est déjà le principal partenaire économique de l'Iran, le principal exportateur vers la Syrie, le principal importateur de pétrole de l'Arabie saoudite.

La Russie a conclu un accord avec Bashar al-Assad depuis 2008, pour transformer le port de Tartour en une base militaire permanente de la Russie. Depuis lors, elle est devenu le principal allié et exportateur d'armes pour le régime syrien.

La Chine et la Russie sont de grands défenseurs des plans néolibéraux et des partisans des régimes réactionnaires dans la région, n'ayant que des différences ponctuelles avec la domination impérialiste nord-américaine.

113. En Turquie, le gouvernement Erdogan a imposé un recul à un régime bonapartiste, profitant d'un coup d'Etat manqué contre lui. Il a cherché un rôle à lui, de premier plan, en Syrie, en

confrontation ouverte avec les Kurdes. Cependant, il passe actuellement par une crise économique grave avec une dévaluation majeure de sa monnaie, une dette extérieure importante et des frictions commerciales et politiques avec le gouvernement Trump.

Ce processus est similaire à ce qui se passe en Argentine et dans d'autres pays émergents, qui souffrent de la fuite des capitaux dans le cadre de la crise économique mondiale. Cela peut déstabiliser le gouvernement Erdogan, ce qui aurait une grande importance pour la région.

114- Le centre politique de toute la région est dans la question palestinienne. Israël maintient une position agressive nazi-fasciste, se sentant maintenant renforcée par la position de Trump. Cependant, ceci n'est pas soutenu par un plus grand soutien politique des masses du monde. Au contraire, Israël a perdu une part importante de son appuis politique mondial avec l'invasion de Gaza. Il a échoué à détruire les bases du Hamas et a été vu par les masses du monde avec son vrai visage répressif et impitoyable. Le mouvement BDS (Boycott - Désinvestissements - Sanctions) gagne de plus en plus de poids international et cause déjà des préjugés sur les investissements étrangers dans le pays. La décision de Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël a généré une réaction immédiate de la part des Palestiniens, ce qui pourrait générer la troisième Intifada.

Les Palestiniens utilisaient déjà une méthode de lutte plus prolétarienne avec des grèves et des manifestations de rue. La grève des enseignants en Cisjordanie contre le gouvernement de l'Autorité palestinienne l'année dernière en est un bon exemple. En avril 2017, il y avait une grève générale en Palestine à l'appui de la lutte des prisonniers en grève de la faim (qui avait déjà duré plus de 40 jours), remportant une victoire partielle. Récemment, il y a eu une mobilisation de milliers de Palestiniens à la frontière de Gaza avec Israël, qui a affronté l'armée sioniste et qui n'a pas été paralysée par l'assassinat de manifestants. La tendance est la poursuite des affrontements.

actuellement, la réaction contre Trump comprend une grève générale en Palestine, en plus des manifestations et des confrontations dans la rue.

115- L'instabilité se manifeste également dans les divisions inter-bourgeoises.

La rupture de l'Arabie saoudite avec le Qatar en est une expression. C'est une division entre les bourgeoisies réactionnaires, avec une tension autour de la position négociatrice du Qatar avec l'Iran, qui dispute le rôle prépondérant de la région avec l'Arabie saoudite.

L'Arabie maintient une opération militaire au Yémen, pour sauver le gouvernement al-Hadi, directement mis en cause par une guerre civile qui dure depuis trois ans et occupe une bonne partie du pays.

L'Arabie Saoudite connaît elle-même un conflit inter-bourgeois interne. Le prince héritier Mohammed bin Salman a emprisonné des dizaines de grands bourgeois et princes, exprimant une division importante dans la bourgeoisie du pays.

116- L'action de Trump va aussi dans le sens de déstabiliser la région. L'accord d'Obama avec l'Iran a été largement construit pour aider à contrôler la région, à cause du poids du gouvernement iranien en Irak et en Syrie. L'attaque de Trump contre l'Iran fait exploser cet équilibre et élargit l'instabilité régionale.

Le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, exprimant son soutien à la définition de cette ville comme capitale d'Israël, est une provocation directe contre les Palestiniens qui ouvre la possibilité de générer une troisième Intifada.

117- Dans l'ensemble, nous pouvons voir une région secouée par de violentes confrontations entre la révolution et la contre-révolution, sans solutions faciles pour la démocratie bourgeoise, mais pas non plus pour les régimes bonapartistes locaux. Alors que les coups et les actions bonapartistes imposent des défaites, la crise économique impose de nouvelles et de nouvelles attaques aux travailleurs, déclenchant des grèves et des mobilisations, comme en Egypte, en Cisjordanie et à Tunis.

118- C'est une région de grande importance pour la révolution mondiale, pour laquelle nous devons faire des efforts pour ouvrir l'espace pour la construction du LIT. Le site en arabe et le récent programme hebdomadaire sur YouTube sont des outils importants pour explorer cette stratégie.